

Niveau(x) d'enseignement: 0
Centre d'intérêt: 240

Numéro EDUQ : 8570697

St-Laurent, Danielle.

La violence en milieu scolaire, un phénomène ignoré / Danielle
St-Laurent ; [pour la] Coordination à la condition féminine, M.E.Q. --
[Québec] : La Coordination, 1980.
103, [40] f. ; 28 cm.

Bibliogr. à la fin du v.

Descripteur(s): *Violence *Milieu scolaire *Condition féminine *Sexisme
*Vandalisme *Vie étudiante *Législation *Protection de la jeunesse

Identificateur(s) de sujet: *Harcèlement sexuel *Prostitution

Le présent rapport est la copie révisée et augmentée d'un premier travail dont les objectifs étaient les suivants: 1. faire un état de la situation de la violence en milieu scolaire en identifiant ses manifestations; 2. dégager les aspects touchant spécifiquement la clientèle féminine; 3. dégager les avenues de recherches et d'interventions sur ce sujet. Partant de ces mêmes objectifs, le mandat du présent rapport était: 1. de revoir le premier rapport en fonction des commentaires issus de la consultation; 2. de recueillir l'information nécessaire pour compléter ce rapport; 3. de développer une problématique sur la violence faite aux femmes; 4. de faire des recommandations quant au suivi sur la violence faite aux filles en milieu scolaire.

De type exploratoire, la recherche s'est limitée à une revue de la documentation et à une consultation. L'auteure a consulté différents index en sciences sociales, en éducation et en psychologie. L'élément essentiel de la recherche fut toutefois la consultation de personnes qui travaillaient avec les jeunes dans le milieu scolaire ou en dehors du milieu scolaire: professeurs, personnel non-enseignant, policiers, travailleurs sociaux, etc. De plus, l'auteure a consulté des chercheurs universitaires et des personnes du ministère de l'Éducation.

L'étude montre que la violence des jeunes est une part intégrante de leur vécu quotidien. Et pourtant le Québec fait image de parent pauvre en ce qui a trait aux interventions sur la violence en milieu scolaire: peu de données, peu d'études et peu d'actions permettent de mieux connaître ce phénomène, de l'enrayer ou de le prévenir. Aussi bien l'auteure adresse-t-elle une série de recommandations au ministère de l'Éducation, aux commissions scolaires et aux directeurs d'école afin qu'ils s'occupent de cette question et favorisent les meilleures interventions possibles.

Type de document: r

LA VIOLENCE EN MILIEU SCOLAIRE:
UN PHÉNOMÈNE IGNORÉ

Danielle St-Laurent

Coordination à la
condition féminine - M.E.Q.
octobre 1980

LA VIOLENCE EN MILIEU SCOLAIRE: UN PHÉNOMÈNE IGNORE

1. INTRODUCTION

1.1 Présentation générale

Depuis les dernières années, les différentes instances gouvernementales se sont penchées sérieusement sur la question de la violence dans notre société. C'est ainsi que nous avons vu se former plusieurs commissions d'enquêtes sur ce sujet. Parmi celles-ci, on se souvient facilement de celle sur la violence au hockey et celle sur la violence à la télévision, sans compter toutes les autres. Dans le même esprit, des lois ont été également modifiées et d'autres sont venues s'ajouter. Celle dont on a entendu parlé le plus est sûrement la loi 24, la loi sur la protection de la jeunesse. Aujourd'hui comme jamais, il ne fait aucun doute, la lutte contre la violence commence à devenir une préoccupation dans les politiques gouvernementales. Actuellement, on essaie que tout soit mis en oeuvre pour que chacun ait droit à son intégrité morale et physique.

La population québécoise n'est certes pas indifférente à cette sensibilisation au phénomène de la violence. Elle fut saisie rapidement par le problème et c'est comme ça qu'on a vu naître un peu partout à travers la province (Colloques régionaux sur la violence) des groupes de lutte contre la violence ainsi que des regroupements venant en aide

aux victimes de violence. Même dans certains quartiers de villes, les citoyens se sont regroupés pour organiser des activités de surveillance et d'aide à la population locale, ceci avec l'aide des autorités policières. Ces initiatives furent nombreuses et diversifiées et eurent de l'effet malgré les obstacles auxquels on a souvent dû faire face.

Malgré ces réactions de la part de la population et surtout en dépit des efforts gouvernementaux pour lutter contre la violence et aussi pour éveiller la conscience des gens à des formes de violence moins connues telles l'inceste et le viol, les efforts ont été jusqu'à présent orientés principalement vers la violence explicite, c'est-à-dire la violence physique, visible et publique. En effet, les manifestations de violence dont on entend parler le plus souvent sont: les hold-up, les vols, le terrorisme, la brutalité dans les sports, les meurtres, etc. La gravité et l'importance de ces formes de violence ne sont pas contestables, cependant, cela ne veut pas dire qu'il faut négliger les manifestations de violence sur lesquelles on fait silence et qui sont tout aussi importantes. La violence à caractère sexuel est un exemple que l'on peut donner. «Il y a peu de temps encore, la violence à caractère sexuel était un sujet tabou dans notre société».

Le mouvement féministe a joué un grand rôle dans la dé-

mystification de certaines manifestations de violence. Par leurs revendications, les femmes nous ont fait connaître des réalités jusqu'alors ignorées et cachées et nous ont éveillés à des problématiques particulières. Aujourd'hui si on commence à s'attarder à certaines formes de violence, c'est justement pour répondre aux demandes des groupes de femmes.

Lorsque le document «Pour les Québécoises: égalité et indépendance» a été publié par le Conseil du statut de la femme, à l'automne 1978, le ministère de l'Éducation s'est engagé à donner des suites aux recommandations qui lui étaient adressées dans ce rapport.

Le présent rapport, qui dans son ensemble traite de la violence faite à la clientèle féminine, s'inscrit dans le cadre des activités du bureau de la Coordination à la condition féminine du ministère de l'Éducation afin de répondre à l'un des objectifs contenus dans le rapport du C.S.F., à savoir: «Dénoncer, démythifier et combattre la violence dont sont souvent victimes les jeunes et les femmes dès leur plus jeune âge»¹. Ceci s'inscrit dans un objectif plus vaste qui est de combattre toute forme de violence envers les femmes.

¹ Conseil du statut de la femme. Pour les Québécoises: égalité et indépendance, automne 1978. P. 53

De plus, cette recherche vient également répondre à un désir du ministère de la Justice qui est: «qu'au niveau gouvernemental on donne un caractère prioritaire au dossier «violence» à l'intérieur des politiques et programmes des ministères concernés»¹. En plus de donner suite aux colloques régionaux sur la violence, la présente recherche répond également à l'un des objectifs de ce ministère qui est de planifier des mesures qui s'attaqueront aux racines mêmes de la violence à l'égard des femmes et des enfants.

Soucieux de répondre à une préoccupation générale et à des attentes particulières, la présente recherche veut donner le plus d'informations possibles sur une réalité qui échappe encore à plusieurs et aussi veut susciter des réactions dans les milieux concernés.

1.2 Mandat et objectifs

Ce présent rapport fait suite à un premier rapport élaboré à l'été 1980. Ainsi, ce document se veut donc la copie révisée et augmentée d'un premier travail dont les objectifs étaient les suivants:

¹ Rapport des colloques sur la violence - P. 71

- . Faire un état de la situation de la violence en milieu scolaire en identifiant ses manifestations.
- . Dégager les aspects touchant spécifiquement la clientèle féminine.
- . Dégager les avenues de recherches et d'interventions sur ce sujet.

Partant de ces mêmes objectifs, le mandat plus précis se rattachant au présent rapport était de:

- . Revoir le rapport en fonction des commentaires obtenus suite à une consultation sur le premier document. Les personnes consultées étaient attachées aux ministères et organismes suivants: Le Secrétariat d'Etat à la condition féminine, le Conseil du statut de la femme, la Direction générale des réseaux du ministère de l'Éducation, le ministère de la Justice.
- . Recueillir l'information nécessaire pour compléter le premier rapport.
- . Développer une problématique sur la violence faite aux femmes en général.

- . Et faire des recommandations quant au suivi du dossier sur la violence faite aux filles en milieu scolaire.

Les présents objectifs et le mandat ci-dessus constituent le cadre général à partir duquel ce document a été pensé et rédigé.

1.3 Présentation de la recherche

Dans le cadre de cette recherche, nous nous attarderons à la violence en général en milieu scolaire, c'est-à-dire ses formes et ses différentes manifestations. De plus, dans un cadre plus restreint, nous tenterons d'aborder la problématique de la violence faite aux filles dans ce milieu tout en démontrant comment cette violence est bien spécifique.

Pour dresser un tableau général de la violence à l'école, nous allons donc tenir compte de tous les niveaux scolaires, c'est-à-dire de la maternelle jusqu'à l'université inclusivement. Même si la violence peut se manifester différemment d'un niveau à l'autre, il s'agira justement de faire ressortir ces différences et la compréhension du problème en sera plus complète.

La violence en milieu scolaire ne se fait pas nécessairement dans l'école, mais se manifeste aussi dans l'autobus scolaire, sur le terrain de l'école et même à l'extérieur.

La violence dans ce milieu inclut aussi tout intervenant qui se sert de l'école comme lieu physique pour manifester sa domination et son pouvoir. C'est pourquoi nous allons définir le milieu scolaire comme étant l'ensemble des bâtiments, des terrains et des services offerts par l'école, de même que tout le personnel enseignant et administratif qui y travaille et les étudiants. Par milieu scolaire, nous entendons également le transport des écoliers à la maison et l'inverse.

Exclusion faite des écoles privées, nous avons essayé d'avoir une idée d'ensemble du phénomène de la violence à l'école. Le fait que nous n'ayons pas tenu compte des écoles privées s'explique principalement par le petit nombre de celles-ci comparativement aux écoles publiques. De plus, les écoles privées, de par leur caractère très spécifique, nécessiteraient dans le cadre d'une recherche une approche différente, donc une problématique différente. Ces écoles privées sont beaucoup plus petites que les écoles publiques, il y a plus de mesures disciplinaires, plus d'encadrement et la plupart des jeunes qui fréquentent ces institutions viennent de milieux où l'école est davantage valorisée. Ceci dit, cela n'exclut pas la présence de manifestations de violence mais demande plutôt d'être abordé dans une autre perspective.

Dans le cas présent, pour mener à terme notre recherche, nous procéderons ainsi:

D'abord une description de la façon dont nous avons procédé, tant au niveau de la littérature que de la consultation. Ensuite, afin d'encadrer notre recherche, nous avons élaboré une problématique générale sur la violence et plus particulièrement sur la violence faite aux femmes. Dans ce point, on va retrouver les définitions et les distinctions entre les différents types de violence. Pour aborder plus directement l'ensemble du phénomène, nous avons essayé d'abord de faire un compte rendu de la revue de littérature avec les critiques et les commentaires qui s'imposent avant de nous attarder plus spécifiquement sur la littérature québécoise sur ce sujet. Puis, nous avons tenté de faire un portrait le plus juste possible de la situation de la violence dans les écoles au Québec à partir des données ramassées et ceci à tous les niveaux d'étude. Dans ce point, nous avons essayé également de décrire le milieu scolaire, le vécu des jeunes dans ce milieu, la façon dont la violence s'y manifeste et la législation qui s'y rattache. Dans un autre point, on a tenté de peindre la situation particulière de la violence faite aux filles, ses implications et ses origines. Pour terminer, nous avons essayé de voir de façon générale comment devront être orientées les recherches futures sur notre présent objet et nous avons formulé quelques recommandations quant au suivi du dossier selon les différents niveaux de responsabilité concernés, c'est-à-dire, le ministère de l'Éducation, les commissions scolaires, les écoles et le personnel enseignant. Et pour conclure, nous

avons résumé la situation au niveau du travail fait sur
la violence dans nos écoles et le travail qui reste à
faire.

2. METHODOLOGIE

Etant donné que l'objectif premier de cette recherche était de faire la description d'une situation et non pas une cueillette systématique de données, elle se veut donc une recherche de type exploratoire. Par conséquent, notre méthodologie se limitera donc à une revue de la littérature et à une consultation.

Le caractère exploratoire vient du fait qu'il y a peu de choses faites dans le domaine de la violence au Québec et qu'on ne s'est jamais réellement penché sur la question. C'est pourquoi ce travail apparaît comme une forme de déblayage. Eventuellement, les données recueillies pourront servir à élaborer quelques hypothèses afin d'orienter les recherches futures. Pour l'instant, nous en sommes encore au stade de la pré-enquête.

2.1 La revue de la littérature

Afin de constituer notre revue de la littérature, nous avons consulté différents index regroupant des revues de sciences sociales, d'éducation et de psychologie afin d'aller chercher des données sur les différentes manifestations de violence en milieu scolaire, sur les victimes, les agresseurs et sur les causes et solutions. Vous trouverez en annexe la liste des index. De plus, une bibliographie assez complète a été dressée par informatique. Une sélection a été faite parmi les

ouvrages recensés et la lecture de chacun de ces derniers documents fut faite. La constitution de la revue de la littérature fut la première étape dans ce travail.

2.2 La consultation

La seconde étape de notre recherche consistait à une consultation auprès de personnes susceptibles d'être sensibilisées ou de connaître le phénomène de la violence à l'école. Dans le cadre de cette recherche, c'est la consultation qui fut l'élément essentiel et primordial. Ayant peu ramassé de données sur la situation de la violence dans les écoles du Québec par le biais de la revue de la littérature, il a fallu opter pour une autre source de données, c'est-à-dire consulter les gens qui vivaient dans ce milieu. D'ailleurs, la majeure partie des informations avancées dans ce domaine proviennent de témoignages recueillis par entrevues semi-directives.

Parmi les différentes personnes consultées, nous avons rencontré des personnes qui travaillaient avec les jeunes dans le milieu scolaire, des gens qui travaillaient avec les jeunes mais ailleurs que dans le milieu scolaire. De plus, nous avons rencontré des chercheurs et des gens du monde universitaire, et également des gens de l'appareil administratif, c'est-à-dire des fonctionnaires du ministère de l'Éducation.

Parmi les gens qui travaillent avec les jeunes, mais ailleurs que dans le milieu scolaire, nous avons d'abord rencontré les policiers. Ces derniers étaient policiers-éducateurs ou encore policiers au service Police-jeunesse, donc sensibilisés à la criminalité et à la violence chez les jeunes. Par ces entrevues, nous voulions savoir quels étaient les motifs pour lesquels les policiers avaient à intervenir ou pas dans les écoles, de qui émanait la demande et de quelle nature était l'intervention souhaitée. Ainsi nous étions en mesure de connaître les différentes interventions au niveau de la prévention en milieu scolaire. Nous avons donc rencontré une dizaine de policiers, travaillant dans des milieux favorisés et moins favorisés. Dans ce même groupe de personnes, nous avons également consulté deux organismes appelés à travailler de près avec les jeunes. Il s'agit du Bureau de la protection de la jeunesse et du Projet corridor, attaché au Bureau consultation jeunesse de Montréal.

Parmi les gens qui travaillent et qui ont des contacts directs avec les jeunes en milieu scolaire, nous avons rencontré des professeurs et des personnes aux services personnels aux étudiants.

Nous avons d'abord rencontré quelques professeurs surtout ceux qui enseignent au niveau élémentaire. Nous voulions savoir comment les jeunes se comportent en classe et dans la cour de récréation et aussi de quelles formes de violence ils peuvent être victimes à cet âge.

Ensuite, nous avons consulté les différentes personnes travaillant aux services personnels aux étudiants, c'est-à-dire les travailleurs sociaux, les infirmier(e)s, les conseiller(e)s en orientation, etc. Ces gens représentent le groupe le plus nombreux que nous ayons rencontré. Parmi ces gens, nous avons tenté de consulter des personnes affectées à différents types d'écoles et à différents milieux. Dans un premier temps, nous voulions une description du milieu d'intervention, c'est-à-dire, le niveau de l'école, le type de clientèle, l'origine socio-économique des jeunes, et le nombre d'étudiants fréquentant l'école. Dans un deuxième temps, nous avons cherché à connaître la perception de chacun sur les phénomènes de violence dans leur milieu, sur les victimes dans leur école, sur les principaux agresseurs et les manifestations de violence dans leur école. Puis nous avons essayé de savoir si ces personnes avaient un soutien dans leur milieu relativement à leur intervention au niveau de la violence. Nous avons aussi demandé à chacun quel serait le travail à faire dans l'immédiat pour lutter contre la violence en milieu scolaire.

Parmi les différents intervenants du milieu scolaire, nous n'avons pas rencontré les directeurs d'écoles et les directions des commissions scolaires. Les premières démarches que nous avons tentées auprès de ces derniers nous ont indiqué leurs réticences à parler du phénomène de la violence. Ceci étant, nous n'avons pas poursuivi ces consultations.

Parmi les chercheurs et les gens du monde universitaire, nous avons rencontré des chercheurs du Centre de recherche en inadaption juvénile ainsi que des professeurs féminins du département de criminologie de l'université de Montréal.

À l'intérieur même du ministère de l'Éducation, nous avons rencontré quelques directeurs de service afin d'obtenir plus d'informations sur des points touchant directement le ministère. En outre, les responsables du Bureau du contentieux et des Services personnels aux étudiants furent rencontrés.

De plus, avec la collaboration du ministère de la Justice, nous avons pu consulter les différents projets présentés dans le cadre d'un programme de subvention pour lutter contre la violence dans notre société. Parmi ces projets, une dizaine touchaient directement la violence à l'école. Chaque responsable de projet fut contacté afin d'obtenir plus d'informations sur le projet lui-même ou sur le rapport.

Comme il est possible de le constater, les parents et les étudiants n'ont pas été consultés dans le cadre de cette recherche. Cependant, il ne fait aucun doute que cela devrait faire l'objet d'une consultation ultérieure. C'est un élément qui sera intégré aux recommandations de ce rapport.

3. PROBLEMATIQUE

3.1 Problématique générale sur la violence

Le monde dans lequel nous vivons est un monde de violence. Nous n'avons qu'à regarder autour de nous pour sentir l'omniprésence de ce phénomène dans nos vies. En fait, que ce soit la violence politique, sociale, familiale ou sportive, nous y sommes tous soumis et victimes malgré nous.

Même si la violence affecte tous les individus, elle les affecte à des degrés divers. Il y a des personnes qui seront plus touchées que d'autres de par leur statut, leur origine ethnique, leur sexe, leur âge, leur marginalité ou encore par leur situation modeste et précaire. Parmi ces gens, on retrouve en majorité: les femmes, les enfants, les vieillards, les handicapés, les homosexuels, les immigrants, etc.

Evidemment, la violence ne touche pas seulement l'individu, elle peut également se manifester contre la propriété, c'est-à-dire contre le bien privé ou public. A ce moment, l'individu est victime mais de façon plus indirecte, c'est-à-dire qu'elle ne touche pas directement son intégrité physique et son autonomie. Plus souvent qu'autrement, ce sont les manifestations de violence contre la propriété qui sont le plus dénoncées.

Ce dernier point se vérifie facilement dans le milieu scolaire. Actuellement, il est aisé de constater que les seules manifestations de violence que nous connaissons sont celles contre la propriété, c'est-à-dire le vol et le vandalisme. Il semble beaucoup plus facile d'évaluer les dommages matériels, et d'établir des moyens d'intervention pour ce type de violence que pour les autres.

Par contre, concernant la violence touchant l'intégrité du jeune en milieu scolaire, nous ignorons encore l'ampleur du phénomène et on est loin de s'intéresser aux conséquences possibles. On a plutôt tendance à vouloir le camoufler et à le repousser; chose certaine, le problème existe et il est loin d'être résolu.

Connaissant le rôle important que joue l'école dans le processus de socialisation de l'enfant, il devient urgent et nécessaire de se pencher sur ce phénomène. Il y a lieu de s'interroger sur la violence dans nos écoles: Que se passe-t-il dans nos écoles? Est-ce qu'il y a autant de violence dans le milieu scolaire que dans la société en général? Est-ce qu'il y a des étudiants plus atteints que d'autres? Pourquoi cette violence n'est-elle pas dénoncée? Quelles sont les conséquences de ce phénomène sur le rendement de l'étudiant? Voilà de nombreuses questions pour lesquelles il faut tenter d'apporter des réponses.

Définition de la violence

La violence a pris une telle importance aujourd'hui qu'on utilise ce terme à une fréquence telle que le sens en vient à nous échapper. Les médias alimentent régulièrement leurs chroniques de ce terme. Partout des comités et des chercheurs observent la nature, les causes et les solutions à ce fléau. La violence est tellement devenue un sujet à la mode qu'on en a même parfois oublié la réalité. Mais comment définir la violence?

Le sens que l'on peut donner au mot violence change selon la personne qui parle, qui interprète ou évalue. Donc, si les gens ne reconnaissent pas les mêmes choses comme étant violence, cela veut dire qu'il peut y avoir autant de définitions qu'il y a de gens. Tout est subjectif et relatif. D'ailleurs, Yves Michaud exprime bien la relativité qui entoure ce terme:

«La réalité de la violence flotte selon ce que l'on perçoit, veut percevoir ou peut percevoir comme telle; il finit par y avoir autant de violences que de critères pour l'appréhender, voire pas de violence du tout quand il n'y a pas de critère. Elle se confond avec les représentations qui la font apparaître, se dissout avec celles qui la recouvrent...»¹

¹ Yves Michaud, Violence et politique, p. 12

Même si l'on est incapable d'arriver à un consensus, sur les différentes formes de violence, sur leur place dans le social, leurs causes et leur importance, il n'en demeure pas moins qu'il y a des faits très accessibles et c'est sur ceux-là qu'il faut s'arrêter. Pour ce qui concerne le reste, il s'agit de toujours garder en tête qu'une définition ou une approche est simplement un outil pour nous aider à comprendre un phénomène.

Ainsi, nous allons tout d'abord tenter de donner une définition la plus complète possible puis ensuite nous essayerons de distinguer différents niveaux de violence. Dans le petit Robert¹, faire violence est défini comme suit: «c'est faire agir sur quelqu'un ou le faire agir contre sa volonté, en employant la force ou l'intimidation». Cependant, pour être un peu plus précis, nous pourrions définir la violence comme étant l'expression d'une relation particulière où s'exprime le jeu d'un pouvoir physique ou autre par rapport à l'intégrité physique sociale et morale des individus, des groupes ou des collectivités. Envisagée d'abord d'un point de vue individuel, la violence peut être également issue d'un groupe, d'une collectivité ou encore d'un ensemble d'institutions.

La violence peut être vue également comme une atteinte à ses droits fondamentaux, si on pense surtout à la violence touchant les rapports humains et la personne. La violence ici sera liée à l'idée de violation. Sur ce point, l'approche

¹ Dictionnaire alphabétique et analogique de langue française.
Paris 1978, p. 2097

de Marc Laurendeau est intéressante:

«L'aspect essentiel de la violence se retrouve dans le fait qu'une personne est atteinte dans ses droits fondamentaux. L'un de ces droits demeure celui de disposer de son corps, d'en déterminer librement les mouvements et d'en conserver son vouloir, son intégrité». ¹

Dans cette perspective, se joint aux «droits fondamentaux» de Laurendeau la liberté de pouvoir prendre ses propres décisions. Donc, inévitablement, la violence n'implique pas nécessairement l'utilisation de la force car juste en privant quelqu'un de ses droits, c'est lui faire violence. Ainsi, dans cette même optique, la menace et la non satisfaction des besoins fondamentaux sont des formes de violence.

Un autre élément peut s'ajouter pour compléter notre définition de la violence, c'est la violence comme moyen de défense. On peut se servir de la violence simplement pour assurer sa sécurité, pour faire valoir ses droits. Pour manifester son mécontentement ou encore pour faire face à la violence. La violence dans ce sens s'inscrit dans une problématique différente. Cependant, on peut se poser la question suivante: Pourquoi sommes-nous obligés d'utiliser la violence pour se défendre?

¹ Marc Laurendeau. Les Québécois violents. Un ouvrage sur les causes et la rentabilité de la violence d'inspiration politique au Québec. 2e éd. Québec. Editions Boréal Express, 1974, p. 4

Pour identifier les différents types de violences, nous nous sommes inspiré de l'article de Rashecduddin Khaw (1) sur la violence et le développement socio-économique. Parmi les différents types de violence, tels la violence politique, la violence personnelle, la violence sociale, etc., on peut retenir des types de violence qui correspondent à la réalité du milieu scolaire: la violence personnelle et la violence structurelle. La violence personnelle provient d'un ou plusieurs individus et peut être psychologique ou physique. A titre d'exemple, on peut retenir l'échange d'injures entre professeur et étudiant ou encore l'échange de coups entre deux jeunes. La violence structurelle, elle, vient des structures de notre société, de nos institutions, etc... cette dernière peut être aussi psychologique ou physique. Comme exemple de violence structurelle, on peut retenir la législation qui peut être discriminatoire, ou la structure de nos institutions qui ne tient pas nécessairement compte des besoins des gens. Cette distinction entre violence personnelle et violence structurelle va nous permettre d'apporter une dimension plus complète à la violence en milieu scolaire.

À ces dernières distinctions peut s'ajouter un troisième type de violence: la violence contre la propriété. Ce type de violence peut être défini comme étant toutes formes de

(1) Rashecduddin Khaw, «La violence et le développement socio-économique» dans *La violence et ses causes*. Collection Actuel, Paris, UNESCO, 1980. p.p. 178-201

violence touchant non pas le ou les individus mais les biens. Cependant, on peut faire violence de façon implicite à une personne en s'attaquant à sa propriété, car d'une certaine façon les biens d'une personne sont une extension de son moi. Néanmoins, dans ce travail, nous ne tiendrons pas compte de cet aspect quand nous parlerons de la violence contre la propriété.

La violence à l'école

Pour aborder la question de la violence en milieu scolaire, nous allons tenir compte des distinctions et définitions que nous venons d'élaborer. Cependant, pour ce qui touche la violence faite à la clientèle féminine, nous allons développer une problématique plus particulière. Avant de passer à ce point, il importe de donner des précisions sur l'utilisation des termes suivants: criminalité et violence, victime et agresseur, délinquance.

Le premier élément à préciser dans le cadre de cette recherche c'est que nous travaillons sur la violence en milieu scolaire et non sur la criminalité des jeunes dans ce milieu. Cependant, cela n'exclut pas la criminalité de notre recherche puisque celle-ci est composée d'actes violents. Ce qui différencie les deux, c'est que la criminalité relève du code criminel et peut être punie sévèrement selon la loi, tandis qu'il existe des actes de violence impunissables et à peine perceptibles. C'est cette distinction qui nous permet de

dire également si un jeune est délinquant ou pas. Le jeune qui commet un acte de violence n'est pas délinquant par contre s'il commet un acte criminel, il le sera. Ceci dit, ce travail n'est pas un travail sur la criminalité et la délinquance chez les jeunes, mais par contre, il y touche plusieurs aspects.

Si nous apportons la distinction entre agresseur et victime c'est simplement pour apporter des précisions sur ce travail. Avant tout, ce qui nous intéresse plus particulièrement c'est la violence à l'école et ses victimes. Néanmoins, on ne peut pas ignorer ceux qui commettent les actes de violence, car parmi eux, il y a des jeunes. Les deux sont imbriqués dans une dynamique qui fait que l'on ne peut pas les séparer pour les étudier. Par conséquent, ce travail ne porte pas exclusivement sur les victimes de violence en milieu scolaire mais au contraire tente de dresser un tableau général de la situation de la violence.

3.2 Problématique sur la violence faite aux femmes

De façon générale, dans notre société et dans aucun milieu spécifique, on retrouve des formes de violence propres au sexe féminin. On constate que les femmes subissent des manifestations de violence qui leur sont exclusives ou presque. Ces manifestations sont principalement à caractère sexuel. Parmi celles-ci, on retrouve le viol, le harcèlement sexuel, la prostitution, l'inceste, etc.

Pour bien comprendre la violence faite aux femmes, nous allons dans ce point tenter de faire le lien entre le processus de socialisation des garçons et des filles et cette violence. Nous allons essayer de voir comment l'ensemble des agents sociaux et des institutions ont fabriqué une image de la femme qui fait d'elle une victime idéale.

Dès le plus jeune âge, l'enfant apprend à faire des distinctions selon le sexe entre les différents rôles. Par l'apprentissage de ces rôles stéréotypés, très tôt seront inculqués au petit garçon les comportements agressifs, compétitifs et dominateurs dans lesquels il se valorisera. Durant ce temps, la petite fille, elle, apprendra à être soumise, douce et passive. Ainsi les filles grandiront, avec l'idée qu'elles sont inférieures et elles s'installeront facilement dans ce modèle. Quant aux garçons, ils grandiront avec l'idée qu'ils sont supérieurs et dominateurs. Chacun s'enlisera avec le temps dans cette vision de la femme passive et de l'homme dominateur et adoptera les comportements propres à ces modèles.

Les valeurs sexistes et les différents mythes véhiculés sur la femme circuleront et seront intégrés par chacun par le biais des agents de socialisation: les parents, la famille, l'école, la religion, les médias, la publicité, etc.. Chacun de ces agents s'appliquera à reproduire et à montrer fidèlement cette image de la femme dévouée à l'homme, soumise et inférieure.

La famille et les parents sont les premiers agents de socialisation à limiter et restreindre l'éducation des filles. Selon le livre de Elena G. Bellotti: «Du côté des petites filles»,⁽¹⁾ l'apprentissage des rôles sexistes commence même avant la naissance et se perpétue tout au long de sa vie. Par leurs contacts beaucoup plus nombreux avec leurs mères, les filles apprendront rapidement à bien jouer leur rôle de maîtresse de maison, d'épouse, de mère et de femme dévouée pour ses enfants. Les jouets destinés aux filles, renforceront d'ailleurs ces rôles. Elles auront des poupées à habiller, à baigner, à nourrir, elles auront le nécessaire pour la maison: le petit balai, la petite cuisinière, le nécessaire à pâtisserie, la machine à coudre, etc.. Par contre, les garçons de leur côté s'amuse avec des jouets beaucoup plus stimulants. Comme le dit Roxane Simard:

«Ils sont occupés à d'autres jouets, à la fois serviles et moins inutiles: jeu de construction, jeu de blocs, poutres et ponts, lance-planneur, aéronef, hélicoptère, cyclomoteur, camion à benne, niveleuse, dépanneuse, camion à échelles, etc.»⁽²⁾

Ainsi, même dans les premières années de leur éducation, les filles auront des activités passives, tandis que les garçons auront des jeux plus passionnants et moins serviles.

(1) Bellotti, Elena G., «Du côté des petites filles». Ed. des Femmes, Paris, mai 1973 (1ère édition), 251 p.

(2) Roxanne Simard, «Les femmes et la sentimentale: un vrai discours de folles» dans Va te faire soigner t'es malade, Stanke 1981. P. 64

L'école aussi contribue à faire de la femme un être inférieur. Longtemps, la femme fut écartée des sciences exactes, des études supérieures et même de certaines institutions d'enseignement. On a même séparé les classes des garçons et des filles car ils devaient recevoir une instruction différente.

Les médias et la publicité comme agents de socialisation ont surtout servi à renoncer les rôles déjà appris. On nous a aussi répété avec insistance que l'homme faisait carrière tandis que la femme se préoccupait davantage des récurants et des repas pour les enfants. Cependant, ils ont véhiculé également une autre image que celle de la maîtresse de maison, de l'épouse ou de la mère. Des femmes sont devenues des objets de désir, des objets de consommation:

« En somme la publicité ne fait que renforcer ce qui est intériorisé très jeune, à savoir: les comportements et les attitudes de supériorité et de suffisance des hommes vers les comportements et les attitudes d'infériorité et d'auto-dévalorisation des femmes.

De plus, la publicité valorise la femme-objet par ce qui caractérise tout objet, c'est-à-dire son côté décoratif et utilitaire. C'est une propriété» (1)

Par la publicité, les femmes sont devenues des objets sexuels que l'on pouvait acheter et s'approprier. L'autre agent de socialisation qui contribua également à renforcer les stéréotypes sexuels fut l'Église. Par son idéologie, l'Église est venue sanctionner et perpétuer la soumission de la femme

(1) *ibid.* p. 67

au pouvoir de l'homme. Avec le sacrement de mariage, l'Église a contribué à consolider l'idée selon laquelle la femme devait servir et se soumettre à l'homme. En fait, cette institution a joué un grand rôle dans l'asservissement de la femme et ceci à bien des niveaux.

Les rôles sexuels et sociaux que la femme est amenée à jouer et l'image que l'on fait d'elle par le processus de socialisation a de fortes conséquences sur son statut dans la société. La place qu'occupe la femme aujourd'hui au sein de la famille, sur le marché du travail, dans la société, la rémunération qu'elle reçoit pour le travail qu'elle fait, sa non incidence dans la structure du pouvoir et le peu de possibilités qu'elle a de changer cette situation sont tributaires justement du peu d'estime qu'on lui accorde comparativement à l'homme et des contraintes dans lesquelles elle dut évoluer. Ce n'est pas l'effet du hasard que l'homme sert de chef de famille et que la femme reste à la maison pour s'occuper des enfants. Ce n'est pas non plus l'effet du hasard si elle occupe des postes de travail qui sont moins rémunérés et non décisionnels. Ce n'est pas non plus l'effet du hasard si les femmes reçoivent davantage de soins pour des problèmes psychiatriques. En fait, si la femme subit encore aujourd'hui autant d'injustices, c'est parce que sont encore véhiculés tous ces stéréotypes sexistes auxquels la femme est soumise.

Mais cette conception de la femme et de ces rôles sociaux et sexuels dont elle est imprégnée et auxquels elle est soumise ont eu non seulement de l'influence au niveau du travail, mais l'intégration de ces rôles sexistes a constitué l'une des causes de la violence faite aux femmes. Avec une conception si limitée et si peu valorisante de la femme, les hommes ont adopté les comportements appropriés, c'est-à-dire des comportements conformes aux images véhiculées sur la femme et sur les hommes.

Ces rôles sexistes peuvent avoir une influence sur tout ce qui touche la vie publique mais aussi sur tout ce qui a trait aux relations interpersonnelles ou l'ensemble des rapports homme/femme. L'incidence est telle que les rapports que les hommes et les femmes ont entre eux sont des rapports de domination. Que ce soit la façon de se voir, de s'aimer, de se parler, les relations interpersonnelles sont influencées profondément par l'apprentissage des rôles sexuels. Ce qui est plus inquiétant encore et révoltant, c'est que ces rapports entre les gens des deux sexes peuvent aller jusqu'à se dégénérer en rapports violents.

La façon dont sont vécus les rapports homme/femme dans notre société nous aide à comprendre pourquoi maintenant les gens du sexe féminin subissent des violences telles le harcèlement, le viol, etc. Pour saisir toutes les facettes de cette violence que l'on fait aux femmes, il faut voir les attitudes et les valeurs qui sont véhiculées dans notre société.

De plus, il ne faut pas s'étonner que les jeunes filles soient victimes de violence à caractère sexuel dès leur jeune âge car il faut retenir ici que l'apprentissage des rôles sexistes commence dans le milieu familial avec les parents. Il faudra donc partir de ces dernières considérations pour aborder la violence faite aux filles dans le milieu scolaire.

Le harcèlement sexuel est sans aucun doute l'une des formes de violence qui témoigne le plus des valeurs et attitudes véhiculées sur les femmes. De plus, c'est sans compter la plus importante forme de violence dont peut être victime la personne du sexe féminin. Toutes les femmes en sont victimes à un moment ou l'autre de leur vie car c'est une violence davantage quotidienne et intégré dans les rapports que les hommes et les femmes entretiennent entre eux.

La commission des droits de la personne définit le harcèlement fondé sur le sexe comme étant:

« Une pression indue exercée sur une femme, soit pour obtenir des faveurs sexuelles, soit pour ridiculiser ses caractéristiques sexuelles et qui a pour effet de compromettre son droit à l'égalité dans l'emploi, son droit à des conditions de travail justes et raisonnables, son droit à recevoir en toute égalité des services ordinairement offerts en public, son droit à la dignité. »

Le harcèlement sexuel peut aller des remarques sexistes jusqu'à l'assaut physique. Cette forme de violence se rencontre dans la rue, au travail mais aussi dans les écoles.

Être victime de harcèlement sexuel traduit bien cette réalité selon laquelle la femme, au lieu d'être considérée comme être à part entière, est traitée comme étant un objet sexuel. Comme le disent plusieurs féministes: «L'homme décide, prend et possède et la femme se donne; c'est le scénario qui est reproduit lorsqu'il y a violence sexuelle envers la femme». Aussi, c'est à la lueur de ces propos et de ces constations que nous devons rendre compte de la violence faite aux filles dans le milieu scolaire.

4. DES DONNÉES NON QUÉBÉCOISES SUR LA VIOLENCE EN MILIEU SCOLAIRE

4.1 Compte rendu de la revue de la littérature

Actuellement, au Québec, il n'existe aucune étude ou recherche générale sur la violence en milieu scolaire. Evidemment, on retrouve ici et là quelques articles de journaux qui ont paru suite à des actes de violence importants. On retrouve également quelques études isolées ici et là venant de l'initiative de commissions scolaires ou groupes; il existe aussi quelques recherches à caractère non scientifique sur des sujets très particuliers et spécifiques (le vandalisme au secondaire, la prostitution, etc.) mais ces documents ne cernent pas toute l'étendue du problème. De plus, aucune étude n'a été entreprise au niveau gouvernemental.

Comparativement aux États-Unis et au Canada anglais, le Québec fait sûrement figure de parent pauvre. Dans les provinces de l'Ontario et de l'Alberta on s'est déjà penché sur le problème de la violence en tentant d'apporter des réponses et des solutions. Aux États-Unis, plusieurs recherches et enquêtes ont été entreprises ce qui a permis de mettre sur pied de nombreux programmes de prévention et de lutte contre la violence en milieu scolaire.

Aussi, il n'est pas surprenant que notre revue de la littérature soit composée presque exclusivement de la littérature américaine ou canadienne anglaise. La constitution de cette bibliographie nous a permis de dresser un premier tableau de la violence dans les écoles et d'avoir une certaine idée de ce phénomène si peu accessible.

A) L'élémentaire

Au niveau élémentaire, les études américaines révèlent que la violence se manifeste principalement entre les enfants. Selon les données d'une recherche importante¹, la violence à ce niveau s'exprimerait d'abord par les enfants entre eux sous formes de bagarre, chantage, tirailage, discrimination, etc.. Ensuite viendraient l'intimidation, la violence contre la propriété et la violence contre les professeurs. Selon le même auteur, même si la majorité des enfants à l'élémentaire sont susceptibles d'être victimes de violence et violents eux-mêmes, les plus âgés subissent davantage ce phénomène: «In primary school, the most common age for violent behavior is the 9-10 year old group»². La

¹ L.F. Lowenstein, Violence in schools and its treatment. Published by the National Association of Schoolmasters. Hevel Hamptead Hents. 1972 p. 25

² Ibid.

violence chez les jeunes de ce niveau augmente spécialement quand ceux-ci s'approchent du secondaire.

B) Le secondaire

Pour le niveau secondaire, plusieurs études ont été faites et ont révélé que c'était le secteur de l'éducation dans lequel on retrouvait le plus de violence. Selon une enquête faite auprès des écoles primaires et secondaires par le N.C.E.S. (National Center for Education Statistics), sur 208 703 offenses rapportées, 72% étaient rapportées par le secondaire et 28% par le primaire ¹.

Une autre étude importante faite par Reynolds And Blyth (1976)², démontre que les étudiants au début de leur adolescence sont victimes, en moyenne, d'un acte criminel durant l'année scolaire. Par contre, seulement un étudiant sur cinq rapporte l'incident officiellement. Si le pourcentage de crimes non dénoncés à la police est si élevé, la raison majeure est que l'incident est rapporté à quelqu'un d'autre

¹ Tirée de: Shirley Boes Neil, «Violence and vandalism: dimensions and correctives» Phi Deeta Kappan. Vol. 59, no. 5, 1978. p. 305

² Tirée de: Dale A. Blith and others. Another look at school crime: Students as victim (march 1978), p. 2 Paper presented at the annual meeting of the American Education Research Association, Toronto, (March 27-31, 1978).

tel le directeur de l'école ou le professeur. Dans le même esprit, selon une étude assez importante faite par Mc Dermott¹ les crimes les moins rapportés à la police au secondaire seraient les attaques contre la personne.

Selon la recherche de Lowenstein², sur 1 056 écoles secondaires, 622 écoles rapportaient de la violence de toutes sortes. Par ordre décroissant, on retrouvait les types de violence suivants: le vandalisme et le vol, la violence contre d'autres étudiants, la brutalité et l'intimidation, la violence contre les professeurs et enfin la violence verbale. Plus précisément sur les vols, selon Clive Cookson, 11% des étudiants et 12% des professeurs se feraient voler de l'argent ou des choses chaque mois³.

Selon l'étude américaine conduite par «The National Institute of Education (1978)⁴, les risques de violence pour les jeunes adolescents habitant la ville seraient beaucoup plus grands à l'école qu'ailleurs. De plus, selon plusieurs étu-

¹ Joan M. Mc Dermott. Criminal Victimization in urban school, Application of the national crime survey victimization and attitude data. Criminal Justice Research Center Albany, New York, 1979, p. 33

² Lowenstein, op. cit., p. 10

³ Clive Cookson, «Classroom crime rate reaches peak and heads downwards» Time Educational Supplement No. 3274, (mars 1978) p. 10

⁴ Tirée de: Marvin D. Wyne, «The National Safe Study: overview and implications» paper presented at the 1979 Annual meeting of the American Educational Research Association, San Francisco (avril 1979).

des concernant les victimes de violence à l'intérieur de l'école, c'est chez les adolescents âgés de 12 à 15 ans que la proportion est la plus élevée¹.

Une autre étude faite par «Our Nations Schools» (1979)² nous démontre qu'il y aurait eu dans les écoles secondaires, 40,1% des viols et tentatives de viol. De plus, les vols auraient également augmenté de 36,7%, les assauts contre les étudiants de 85,3% et les assauts contre les professeurs de 77,4%.

C) Les collèges et universités

Selon une étude faite dans une université américaine³, 42% des professeurs notaient avoir été victimes au moins une fois de violence, par contre seulement 50% d'entre eux auraient rapporté l'agression à la police. Le reste du personnel notait, dans un pourcentage de 35%, avoir été victime au moins une fois et seulement 31% de ces gens auraient rapporté l'agression. Concernant les étudiants, 65% d'entre eux

¹ Blyth, op. cit. p.3
Mc. Dermott, op. cit. p.20
Lowenstein, op. cit. p.10
Cookson, op. cit. p.10

² Tirée de: Shirley Boes Weil, «Violence and vandalism: dimensions and correctives». Phi Delta Kappan. Vol. 59, no 5, 1978. P. 309

³ G. Gross, ed., Unreported on campus criminal victimization among student, Staff. and Faculty at the University of Missouri, Columbia Campus. Extension Education Department. University of Missouri - Columbia: July 1975. 10 pages

auraient été victimes de violence au moins une fois mais seulement 17% parmi eux auraient porté plainte.

Les auteurs de cette étude expliquent cette non dénonciation de la part des étudiants par le fait qu'ils demeurent sur le campus seulement temporairement. La violence semblerait plus tolérable pour les étudiants parce que vivre à l'université représenterait une série de fardeaux que l'on tolère et la possibilité d'être victime de violence en serait un de plus. Ainsi ceux qui resteraient plus longtemps sur le campus seraient plus portés à dénoncer les cas de violence.

Dans ce milieu, il semble que le viol soit le principal problème. C'est ce que révèle l'étude de Barnett et Field¹: le viol est reconnu par les administrateurs des universités comme étant le problème majeur sur le campus. L'étude de Cadette et Haskins² viendrait également renforcer ces dires: le viol et les autres attaques contre les femmes constitueraient le plus gros problème à l'université.

¹ Barnett, Nola J. and Hubert S. Field. «Sex differences in university Student's attitude toward rape» *Journal of College Student Personnel*. Vol. 18, No. 2 (1977) pages 93-96

² Haskins, Jack B. and Bruce, Cadette. Problems, perplexities and satisfactions of students at Ut. Knoxville. 1974. Campus Opinion Survey, final report, Tennessee University, Knoxville, College of Communications, October 1974, 134 p.

Une autre étude démontre que les crimes commis dans les universités américaines correspondent assez bien avec ceux commis dans la société. Cependant, selon Fox ¹, concernant les viols et les petits vols, le taux de victimes est plus élevé à l'université. Donc, les risques de se faire violer seraient plus élevés sur le campus universitaire qu'ailleurs. Selon cette même recherche, sur les 1 345 étudiants interrogés, 32% affirmaient avoir déjà été victimes de violence à l'université.

Selon une étude pilote sur le harcèlement sexuel (1979-1980) ² où 8 000 questionnaires furent envoyés, on s'est aperçu que cette forme de violence au niveau post-secondaire était un gros problème, visible, mais dont les dimensions étaient encore incertaines. Les résultats de cette recherche ont indiqué que le harcèlement sexuel n'était pas propre à une institution mais se retrouvait dans tous les types d'institutions.

¹ James W. Fox, «Crime on campus» Journal of college Student personnel. Vol. 18, no 5 (Sept. 1977), pages 346-347

² Frank J. Fill. Sexual Harassment a report on the sexual harassment of students, U.S.A. The National Advisory Council on Women's

D) Les victimes et agresseurs

Dans les études américaines, en plus de s'être penché sur les formes de violence selon les niveaux, on s'est attardé également aux victimes et agresseurs. Dans les prochains paragraphes, nous retrouverons les principales données sur ce dernier aspect.

Sur les victimes et les agresseurs, c'est la recherche de Mc Dermott qui nous en apprend le plus ¹. Selon les résultats obtenus, 78% des victimes seraient des étudiants, 8% seraient des professeurs et les autres, c'est-à-dire le personnel non enseignant, représenteraient 13% des victimes. L'acte de violence le plus rapporté par ces victimes seraient le vol avec assaut et l'acte le moins rapporté serait le viol.

Selon la nature des manifestations de violence recensées, les victimes, parmi les étudiants, sont principalement de sexe masculin. Par contre, chez le personnel enseignant, on retrouve plus de femmes comme victimes. Toujours selon la même recherche, il semble qu'enseigner dans une école est deux fois plus dangereux que de travailler dans l'industrie

¹ Mc Dermott, op. cit. p. 18 Educational Programs, August 1980.

de l'acier. D'ailleurs, même pour les jeunes, l'école est plus dangereuse que le parc. Selon une enquête faite avec un échantillon de 26 villes américaines, sur 3.3 millions de crimes de tout genre rapportés, 8% étaient commis dans les écoles. Le pourcentage semble petit, mais de fait il est élevé si on compare la population qui fréquente l'école avec la population totale d'une ville. En plus, les gens en général passent moins de temps, dans l'ensemble de la journée, à l'école qu'ailleurs.

La majorité des crimes à l'école sont commis par un seul offenseur. Toujours selon l'étude de Mc Dermott¹, pour la moitié des cas de violence rapportés par les étudiants et les 2/3 rapportés par les professeurs, on retrouve un seul offenseur. En général, ce sont surtout lors des vols qualifiés et des assauts graves que l'on retrouve plusieurs offenseurs. De plus, pour la plupart des crimes, les agresseurs sont étrangers aux victimes. Les agresseurs seraient étrangers aux étudiants dans un pourcentage de 74% comparativement à 67% pour les professeurs. Cependant, concernant les étudiants, la majorité des étrangers sont des gens avec lesquels ils sont en relation, c'est-à-dire qui fréquentent la même école qu'eux.

¹ Ibid. p. 13

La plupart des offenseurs sont décrits comme étant jeunes et de sexe masculin. Selon des statistiques ¹, sept offenseurs sur dix sont de sexe masculin. De plus, la majorité des victimes mâles subissent l'agression d'un offenseur mâle. Cependant, la proportion des victimes mâles impliquant des offenseurs mâles serait plus élevée chez les étudiants que chez les professeurs. Chez les filles, la situation se présente autrement: 6 étudiantes sur dix sont offensées par des mâles.

La plupart des offenseurs sont perçus par leur victime comme étant âgés de moins de dix-huit ans. Selon l'étude dirigée par Bay (Senate Subcommittee to Investigate Juvenile Delinquance) ², les offenseurs sont souvent des jeunes suspendus de l'école ou qui ont laissé tomber complètement les études.

Les données américaines, sans nous faire un tableau complet sur la violence en milieu scolaire, nous donnent une idée d'ensemble de ce que peut être ce phénomène. Ce que l'on

¹ Ibid p. 30

² Bay, op. cit., p. 239

peut retenir plus particulièrement de ces données, ce sont les grandes lignes générales: au niveau élémentaire, il y a moins de violence qu'au secondaire et elle se manifeste surtout entre les enfants; au secondaire, ce sont les jeunes de 12-15 ans qui subissent davantage la violence et surtout les garçons; de plus, le vol et le vandalisme sont les formes de violence les plus importantes; et à l'université, ce sont, presque exclusivement des formes de violence à caractère sexuel. Ceci dit, même si nous pouvons transposer certains aspects de la violence dans les écoles américaines à la violence dans nos écoles, nous ne sommes pas plus avancés sur ce qui concerne les particularités et les spécificités propres au problème de la violence dans le milieu scolaire québécois.

4.2 Les données et les recherches sur la violence dans nos écoles

Les données et les recherches sur la violence dans nos écoles québécoises n'existent pas en grand nombre et démontrent un manque certain au point de vue de la rigueur scientifique. Jusqu'à présent, il fut aisé de constater que la plupart des recherches faites dans ce domaine, furent limitées à des sujets bien précis. De plus, on peut dire facilement qu'il n'y a jamais eu d'étude de grande envergure entreprise dans ce domaine. Le sujet dont on a le plus parlé, et sur lequel on s'est davantage attardé, fut le vandalisme dans les écoles. On s'est également arrêté de façon prononcée

sur la drogue et la prévention à ce niveau. Cependant, le vandalisme et la drogue sont loin de représenter l'ensemble des manifestations de violence dans nos écoles.

Parmi les différentes recherches, études ou rapports que nous ayons recensés, il y en a très peu qui touchent spécifiquement les manifestations de violence dans nos écoles. Certaines études le font, mais de façon très partielle, c'est-à-dire qu'on y retrouve seulement certains aspects ou encore ces derniers ne sont pas pertinents. Au niveau universitaire, seulement deux études ont été faites à notre connaissance. La première fut faite dans le cadre de la situation des femmes à l'université Laval où on a abordé, dans le cadre d'un questionnaire sur la violence et la sécurité sur le campus, les questions touchant l'intimidation et les agressions sexuelles sur le campus et dans les résidences. La seconde enquête à ce niveau fut faite par l'Association fédérative des étudiants de l'université de Sherbrooke dans le cadre d'un projet du ministère de la Justice. On retrouve dans le rapport, les questions et les résultats d'un sondage fait auprès de 350 étudiants du collège de Sherbrooke et de l'université de cette même ville sur le harcèlement sexuel à ce niveau. Au niveau collégial, à notre connaissance, aucune étude n'a été faite sur ce sujet.

Au niveau élémentaire et secondaire, les études sont un peu plus nombreuses qu'au niveau universitaire. Parmi les diffé-

férents groupes qui se sont penchés sur la violence à l'école, on retrouve quelques commissions scolaires et quelques associations regroupant du personnel enseignant. Tout d'abord, le Montreal Teacher's Association a fait une étude sur les conditions de vie dans les écoles protestantes du Grand Montréal. Leur étude touchait l'état physique des écoles, le vol et le vandalisme dans ces écoles et quelques autres aspects du milieu de vie. Le North Island Teacher Association pour sa part a fait une enquête sur les attaques physiques contre les professeurs. Egalement, un comité paritaire a été formé entre l'Alliance des professeurs et la C.E.C.M. (Commission des écoles catholiques de Montréal) pour échanger sur la violence dans leurs écoles. (Ce travail a déjà donné lieu à un premier rapport). La C.E.C.M. à elle seule s'était déjà penchée sur certains aspects de la violence par la mise en place de différents programmes d'intervention et de prévention. Un programme touche particulièrement la prévention concernant la consommation de drogue, un autre aborde l'abandon scolaire, un autre se veut un programme de rencontre avec des détenus et les autres programmes abordent la question des jeunes pris avec des problèmes de comportement. Egalement dans la région de Montréal, une enquête menée par le Conseil scolaire de l'Ile de Montréal a été effectuée ces derniers mois. Elle a pour but de dresser le profil des élèves qui ont des difficultés graves de comportement et à faire un tableau des

services et des ressources mis à la disposition de ces derniers. Parmi les différentes questions du questionnaire, quelques-unes portaient plus spécifiquement sur certains aspects de la violence dans les écoles.

Quant aux autres études touchant la violence à l'école au niveau élémentaire et secondaire, on retrouve une étude sur la prostitution des mineurs faite par un groupe de travail lié au Comité de la Protection de la jeunesse. Dans leur rapport, les auteurs ont essayé d'illustrer comment se manifestait la prostitution chez les adolescents, où elle se faisait et pourquoi. Sans toucher directement le milieu scolaire, cette étude fait allusion aux réseaux présents dans certaines écoles. De plus, la prévention du crime de la Sûreté du Québec à Montréal, élabore actuellement des outils de travail pour les policiers intervenant dans les écoles. Le document actuellement terminé traite de la prévention contre le vol, le vandalisme et la drogue. D'autres thèmes devraient être également abordés.

De plus, dans la suite des colloques sur la violence, des subventions ont été attribuées pour élaborer des projets de lutte contre la violence. Quelques projets ont touché spécifiquement la violence en milieu scolaire. Cependant, la plupart de ces projets cherchaient à sensibiliser les jeunes à ce phénomène et non à faire une recherche ou une enquête systématique sur le sujet. Toujours dans le cadre

des colloques sur la violence, le C.L.S.C. Malauze de Matapédia a fait une petite enquête dans les quatre polyvalentes de sa région sur la violence chez les jeunes et dans leurs milieux, incluant aussi l'école. De caractère peu scientifique, cette recherche apporte quand même plusieurs éléments intéressants.

De plus, s'ajoute à ces différents groupes, associations, organismes ou institutions, le travail de quelques travailleurs sociaux. Ces travailleurs sociaux ont démontré de façon très dynamique, leur intérêt pour ce phénomène en tentant d'élaborer une problématique de la violence en milieu scolaire et un cadre d'intervention pour aider les différents travailleurs sociaux à mieux préparer leurs actions et leur travail à ce niveau.

L'impression première laissée par cette énumération de travaux, programmes, actions nous semble donc au moins assez satisfaisante. Cependant, parmi ces différents travaux, on ne cherche pas à connaître vraiment une situation mais on tente surtout de la prévenir ou de sensibiliser les gens à celle-ci. Mais comment peut-on sensibiliser des personnes à un phénomène dont les grandes lignes ont à peine été dressées. Exclusion faite du vol, du vandalisme et de la drogue, il existe peu de données qui nous permettent de connaître les autres formes de violence en milieu scolaire.

Dans l'ensemble des travaux ou recherches faits sur la violence en milieu scolaire, il existe peu de données qui nous permettent vraiment d'évaluer la situation de la violence dans nos écoles. De plus, les recherches ont souvent été faites de façon très rapide et avec peu de rigueur scientifique. Il est également facile de remarquer que l'on s'est attardé davantage à ce qui était évident plutôt que d'essayer d'approfondir certains éléments. Aussi, on remarque que très peu de recherches ont tenu compte de la situation contextuelle et du milieu. Ceci dit, il semble assez évident que nos recherches soient insuffisantes et qu'actuellement elles ne rendent pas vraiment compte du problème.

On peut expliquer le retard et la pauvreté de nos recherches sur la violence en milieu scolaire de plusieurs façons. Tout d'abord, il est facile de constater que peu de personnes se sont réellement impliquées dans ce phénomène. Et les fautifs sont tout autant les parents, les écoles, les commissions scolaires que le ministère de l'Éducation. L'autre élément de réponse susceptible de rendre compte de la situation de nos données sur ce phénomène est le manque d'organisation à ce niveau. On s'aperçoit facilement qu'il n'y a pas eu de concertation, de communication et de coordination entre les différents groupes intéressés par la question de la violence dans les écoles. Tout le travail

fait jusqu'à présent, fut fait de façon très isolée et selon l'initiative de chacun. Ceci a eu pour conséquence l'oubli de certaines étapes nécessaires dans un processus de recherche. Car si on s'est davantage intéressé au vol, au vandalisme et à la drogue, c'est en partie la conséquence d'une mauvaise connaissance de l'ensemble des problèmes. Si on a voulu faire diminuer le vandalisme en engageant des gardiens de sécurité, c'est parce que l'on se n'est jamais posé la question pourquoi les jeunes commettaient de tels actes. En fait, avant d'amener trop vite des conclusions, ou avant de s'attaquer à des symptômes, il faut essayer d'avoir une vue d'ensemble de ce qui se passe réellement dans nos écoles.

Ce ne sont pas les données américaines qui vont nous éclairer sur le travail à faire au regard de la situation générale de la violence dans nos écoles. Il est assez difficile d'extrapoler les données américaines à la situation du Québec. Le contexte américain est bien différent du nôtre. La plupart des études américaines sur la violence dans les écoles ont été faites dans des villes de plusieurs millions d'habitants, dépassant parfois la totalité de la population du Québec. De plus, les écoles américaines sont bien différentes des nôtres, tant au niveau des structures, des règlements que du système scolaire lui-même. Également, il existe aux États-Unis des problèmes de racisme dans les écoles que nous ne retrouvons pas ou peu ici au Québec. Enfin, plusieurs éléments nous démontrent les pro-

blèmes d'adaptation des recherches.

Ceci dit, nous ne pouvons que constater l'urgence et la nécessité de poursuivre les recherches sur la violence dans nos écoles. Nous venons de démontrer dans ce point comment il était essentiel d'approfondir nos recherches et d'aller chercher les données manquantes sur ce sujet. Il s'agit de déployer nos efforts en commun pour aboutir à des résultats concrets mais en tenant toujours compte de la réalité de chaque milieu.

5. LA VIOLENCE DANS NOS ÉCOLES QUÉBÉCOISES

Dans ce point, nous allons tenter de regrouper l'ensemble des manifestations de violence susceptibles de se retrouver dans les écoles québécoises. Dans un premier temps, nous allons décrire le milieu de vie dans l'école et plus particulièrement celui des écoles secondaires. En deuxième lieu, nous nous attarderons sur les manifestations de violence personnelle telle que définie dans notre point 3.1. Nous avons identifié les manifestations de violence selon les différents niveaux d'étude. Et pour terminer, nous essaierons de voir quels sont les articles de loi qui régissent la violence et quels peuvent être les interventions possibles à partir de ces derniers.

5.1 Le vécu des jeunes dans nos écoles/leur milieu de vie ou la violence structurelle

Dans notre problématique générale sur la violence (3.1), nous avons identifié et défini deux types de violence: la violence structurelle et la violence personnelle. Dans cette partie du chapitre, nous nous attarderons spécifiquement à la violence structurelle. Ce type de violence étant présent dans les écoles primaires et davantage dans les écoles secondaires, nous allons porter notre attention surtout sur le secondaire. Pour illustrer cette violence structurelle, nous

sommes partis du vécu des jeunes dans les polyvalentes, puisque ce vécu illustre bien cette réalité trop souvent ignorée.

Plusieurs parents semblent déroutés quand ils entendent de la bouche de leur jeune: «ça me tente pas d'aller à l'école». Comment peut-on ne pas aimer l'école quand on a de si grandes écoles, autant de professeurs qualifiés, autant de cours, de si beaux livres et des matières tellement intéressantes et si diversifiées? Mais n'est-ce pas une façade qui cache bien autre chose? Si on essaye de regarder derrière ce beau paravent, c'est-à-dire si on cherche à comprendre le vécu des jeunes dans ce milieu, on peut peut-être expliquer pourquoi les jeunes peuvent se désintéresser tellement de l'école et pourquoi ils ont parfois certains comportements tant agressifs qu'indifférents.

Selon les différentes personnes que nous avons consultées dans le cadre de ce rapport, il semblerait que le milieu de vie à l'école ça n'existe à peu près pas. L'école, pour les jeunes, c'est pas un milieu de vie, c'est-à-dire un endroit où il se sentent bien et où ils peuvent s'épanouir, c'est seulement un endroit où il passent un certain nombre d'heures par jour. Cette situation se vit surtout au niveau secondaire, c'est-à-dire dans les polyvalentes. Les jeunes se sentent complètement étrangers dans leur école.

Dans les polyvalentes, les jeunes sont très nombreux à fréquenter la même école, parfois, ils sont plusieurs milliers. Les jeunes ne se connaissent pas tous, ils sont tellement nombreux qu'ils ont l'impression d'être des numéros. Ceci dit, ils n'ont aucun sentiment d'appartenance à leur école. Aussi, parmi les jeunes qui peuvent fréquenter une polyvalente, certains habitent tellement loin qu'en plus de faire un long trajet en autobus, ils sont sortis de leur milieu.

De plus, dans ces grosses écoles modernes, très souvent les jeunes n'ont pas d'espace à eux, ils n'ont pas d'espace qu'ils peuvent personnaliser. Durant la période du lunch, ils se tiennent tous à la cafétéria et ceci quand il y en a une. De par leur horaire, les jeunes sont appelés à changer de local à toutes les cinquante minutes et cela sous le son d'une cloche agressive. Ces locaux sont anonymes, souvent mal éclairés, peu aérés, surchauffés, ternes et sans couleur. Ils vivent dans un environnement physique dépersonnalisé, froid et auquel ils ne se sentent pas bien attachés.

Sans compter cet environnement physique dans lequel les jeunes se sentent étrangers, il y a aussi tout environnement humain. En plus d'être trop nombreux pour se connaître, les jeunes subissent l'indifférence des enseignants et du personnel en général. De plus en plus, les professeurs limitent

leurs contacts avec les jeunes à la période d'enseignement en tant que telle. Partout, on s'entend pour dire qu'il y a chez les professeurs une forme de désengagement comme éducateurs et comme adultes travaillant avec les jeunes. L'ensemble du corps enseignant et le personnel non enseignant semblent peu préoccupés par les problèmes des jeunes, par leur comportement ou simplement par la réalité quotidienne auxquels ils font face chaque jour dans le milieu scolaire comme dans les autres milieux. En fait, le personnel enseignant ne connaît pas le vécu des jeunes.

De plus, à cette situation environnementale, s'ajoute la période de restrictions économiques que nous connaissons présentement. Celle-ci vient de surcroît limiter les interventions possibles auprès des jeunes. En plus de démotiver de nombreux professeurs, ces restrictions affectent tous les services personnels aux étudiants. Les services de conseiller en orientation, du travailleur social, de l'infirmière et du psychologue sont réduits. Dans plusieurs écoles, ces services se donneront seulement sur demande maintenant et dans bien des cas, on occupera seulement des urgences. Cela veut dire que ceux qui actuellement étaient bien placés pour connaître et évaluer les problèmes des jeunes en milieu scolaire, dorénavant s'occuperont seulement des jeunes aux prises avec des problèmes graves.

La question du désengagement des professeurs et celle des coupures dans les services personnels aux étudiants sont d'autant plus importantes du fait qu'elles ne sont pas compensées ailleurs. Même les parents abandonnent la partie. De plus en plus, on peut constater chez les parents un désengagement vis-à-vis leur responsabilité face à leurs enfants et à l'école. Il est aisé de constater comment bien des parents remettent la responsabilité de l'éducation de leurs enfants entre les mains de l'école, des garderies, des enseignants. Car n'est-ce pas le devoir des parents de voir à ce que le jeune fasse ses devoirs, fréquente tous les jours l'institution scolaire et de plus n'est-ce pas aux parents à voir aux programmes, aux règlements, aux problèmes, etc.?

Evidemment, dans le même esprit, le jeune peut lui aussi être blâmé. Comme l'adulte, le parent ou l'institution, il a des responsabilités dont celle de s'instruire. Mais peut-on vraiment blâmer le jeune lorsqu'il manque à son devoir? Ce que nous offrons au jeune aujourd'hui, c'est un système d'éducation uniformisé, non pluraliste, qui s'adresse à un type de clientèle. Et pourtant chacun doit s'y soumettre. De plus, aucune alternative ou solution de rechange n'est offerte au jeune qui ne fonctionne pas dans nos écoles actuelles. En plus d'être soumis à un régime pédagogique uniformisé

le jeune est également démotivé par la situation sociale et économique actuelle. La situation du marché du travail n'incite pas beaucoup l'étudiant à poursuivre de longues études. Les jeunes voient bien ce qui les attend, c'est-à-dire plusieurs années d'études postsecondaires pour aboutir peut-être à un emploi peut intéressant et souvent non pertinent au domaine étudié. Il est assez difficile aujourd'hui d'avoir comme but ou idéal un emploi dans son domaine avec un salaire satisfaisant. Quand il n'y a rien pour justifier un effort à donner, il est difficile de demander à quelqu'un de faire des choix pour le futur, de fréquenter une institution dépourvue de sens et de personnalité.

Notre indifférence devant le vécu et les problèmes des jeunes dans le milieu scolaire, notre désengagement et aussi toute la structure scolaire que nous imposons et dans laquelle on lui demande d'évoluer, est en quelque sorte une forme de violence dont il est victime quotidiennement. Si l'école ne répond pas aux attentes et aux besoins des jeunes, si l'école crée des futurs chômeurs, si l'école forme des drop-out et des drop-in, si l'école est indifférente aux réalités des jeunes, si l'école n'est pas un milieu de vie, si elle favorise seulement un type de clientèle, de par ses structures, l'école crée une violence structurelle.

Le milieu scolaire dans lequel évolue le jeune offre peu de possibilités et peu d'avenir. Mais pis encore, c'est l'indifférence de chacun qui semble encore plus néfaste. Durant ce temps, le jeune qui est incapable de fonctionner dans ces structures, est menacé d'aller en classe de récupération, menacé d'aller avec les mésadaptés sociaux, menacé de prendre la porte s'il a seize ans. Si le jeune ne vient pas à l'école quelques jours, on le renverra chez lui temporairement pour le sévir, mais durant ce temps, on ne saura pas pourquoi le jeune s'était absenté quelques jours. Quand on parle de violence structurelle, c'est de tout ça que l'on parle. En fait, c'est que nous ne sommes pas capables d'offrir à quelqu'un qui n'a pas les mêmes attentes que nous, autre chose que les attentes pour lesquelles les écoles furent pensées.

5.2 Les manifestations de violence selon les niveaux: la violence personnelle et structurelle

Dans le point qui précède, nous avons tenté d'illustrer comment le jeune pouvait être victime de violence structurelle et aussi quel pouvait être son vécu dans nos écoles. Dans ce second point, nous allons aborder la violence personnelle, c'est-à-dire la violence venant d'un individu ou d'un groupe et qui s'exprime surtout de façon volontaire. Nous distinguerons pour chacun des niveaux, les manifestations de violence dont peut être victime le jeune.

a) La violence à l'élémentaire

Dans nos écoles, des enfants subissent quotidiennement la violence peu importe leur âge; l'élémentaire n'échappe donc pas à ce phénomène. Cependant, nous nous sommes moins attardé à la violence à l'élémentaire parcequ'il semble que c'est à ce niveau qu'elle prend le moins d'ampleur. Pour illustrer ce phénomène, nous avons identifié les manifestations de violence selon qu'elles venaient des camarades d'école, des professeurs et des gens extérieurs au milieu scolaire.

Selon les différents intervenants interviewés, parmi les formes de violence des jeunes contre les jeunes, la bagarre en est la manifestation la plus importante. Dès la première année, les enfants vont se battre et cela indépendamment des deux sexes. Il arrive même parfois qu'ils vont se blesser entre eux. Ces bagarres vont être des règlements de compte, du tiraillage qui tourne à la violence ou encore, ils vont simplement répéter les gestes et les comportements des héros de la télévision.

Durant les bagarres, les jeunes emploient un langage violent, formé de différentes insultes, de paroles blessantes, etc. Parfois, ils vont même utiliser des armes contondantes pour se frapper.

L'extorsion est également une forme de violence très courante à l'élémentaire. Les enfants se font soutirer de l'argent de poche par les plus vieux. Souvent ce sont les jeunes de sixième année qui terrorisent ceux de première et les obligent à payer de la protection. Selon un policier de Sainte-Foy¹, ce sont les filles qui sont davantage victimes de ce genre de chantage.

En plus d'être les victimes de leurs camarades d'école, les jeunes du primaire auront à subir également la violence de la part des étudiants du secondaire. Ces derniers vont offrir aux jeunes entre neuf et onze ans de la drogue à la sortie des classes et sur les terrains de jeux. Ils les sollicitent en leur offrant des «cigarettes qui font rire»², ou encore, ils leur font inhaler de la colle, etc.

Parmi les manifestations de violence contre la propriété, on retrouve chez les jeunes du primaire, le vandalisme et le vol. Selon les personnes interviewées, le vandalisme à l'élémentaire est plutôt insignifiant. Habituellement, il se manifeste par des vitres cassées après les classes ou durant les fins de semaine. Occasionnellement, nous verrons

¹ Propos recueillis lors d'une rencontre avec le policier de Police jeunesse de Sainte-Foy (été 1980).

² Ibid.

d'autres manifestations de vandalisme telles des jeunes qui vont mettre le feu aux poubelles, aux boîtes aux lettres, des jeunes qui vont uriner dans des endroits non désignés ou encore vont écrire des graffitis sur les murs, etc. Concernant le vol à l'élémentaire, les jeunes s'en tiennent surtout à des petits objets de leurs camarades ou encore à leur argent de poche. Quelques fois, les plus «courageux» vont s'aventurer à voler leur professeur.

Parmi les manifestations de violence venant des professeurs, il semble que la manifestation la plus importante soit le ton de la voix et le vocabulaire utilisé pour parler au jeune. La plupart des intervenants consultés s'entendent pour dire que c'est là l'une des manifestations de violence les plus importantes et celle qui affecte le plus le jeune. Souvent le langage utilisé est humiliant, ironique, menaçant et dégradant pour le jeune. Les enfants les plus touchés par cette violence sont souvent les marginaux, c'est-à-dire, les enfants mal habillés, les pauvres, les retardataires ou encore les derniers de classe. Les différents intervenants interviewés traduisent ces manifestations de violence par le non respect de l'enfant.

Parmi les autres manifestations de violence venant des enseignants, il y a les contacts physiques. En outre saisir

les bras, gifler les jeunes, envoyer une taloche derrière la tête. Plus particulièrement, nous verrons s'exprimer le mécontentement des professeurs envers les filles par le tirage des cheveux longs, même par les camarades; régulièrement les filles auront à subir cette agression.

Comme autre manifestation de violence venant de la part des enseignants, nous retrouvons «les comportements acquis dans le cadre de l'enseignement». Un professeur va dénicher une copie malpropre, il va confisquer des objets, il va isoler un enfant du groupe pour le punir, il va s'occuper moins d'un enfant pour des raisons personnelles. En fait, ce sont des gestes parfois quotidiens mais qui blessent et qui marquent quand même l'enfant.

Venant des intervenants extérieurs à l'école, les enfants seront victimes surtout d'exhibitionnisme. Nombreux sont les enfants sollicités et harcelés sexuellement autour de la cour de récréation ou encore sur le chemin de l'école. Selon un premier dépistage fait auprès de Parents-Secours¹ de Sainte-Foy, l'exhibitionnisme serait une des principales formes de violence subie par les jeunes à l'extérieur des bâtiments scolaires. De plus, de nombreuses plaintes seraient portées à la police à ce sujet². Selon certains tra-

¹ Parents-Secours est un mouvement de prévention pour la protection des enfants. Les «Parents-Secours» remplacent les parents en cas d'urgence.

² Source: Police Jeunesse de Sainte-Foy.

vailleurs sociaux, les jeunes garçons seraient les principales victimes.

Ceci résume grossièrement comment la violence peut se manifester dans nos écoles primaires. Actuellement, la seule intervention faite à ce niveau, c'est le programme de Parents-Secours, maintenant très répandu à travers le Québec.

b) La violence au secondaire

Pour aborder la violence au niveau secondaire, nous nous sommes servis des différents témoignages et également des données disponibles pour ce niveau. Afin de mieux saisir le problème, nous avons amené les manifestations de violence selon l'importance qui leurs étaient accordées. Evidemment, il ne faut pas prendre ce schéma et l'appliquer à toutes les écoles, mais il traduit de façon générale, la réalité de la violence au niveau secondaire.

Tous les consultants interviewés semblent unanimes pour dire que c'est au niveau secondaire que le problème de la violence dans nos écoles est le plus aigu. Le niveau secondaire correspond à la période de l'adolescence, la période où les jeunes désirent s'affirmer et veulent être un peu plus indé-

pendants. C'est aussi l'âge où les jeunes commencent à faire des choix.

Le vandalisme semble la forme de violence la plus importante dans les écoles. Selon les responsables des services aux étudiants de la C.E.C.M., dans les rapports qui leurs sont faits sur la violence, le vol et le vandalisme apparaissent comme étant les premiers problèmes, ensuite viennent le port d'arme, l'intimidation (menace, harcèlement sexuel, chantage, protection), la violence ouverte et la prostitution. L'enquête faite par le Conseil de l'île de Montréal vient confirmer aussi l'importance du vandalisme et du vol dans nos écoles. L'ensemble du personnel enseignant et non enseignant classe le vandalisme comme étant la deuxième manifestation de violence en importance dans l'école, la violence verbale étant la première.

Rares sont les écoles qui échappent au vandalisme. On n'ose pas avouer le coût réel et la véritable portée de ce phénomène. Par contre, presque partout dans nos polyvalentes, on voit des murs brisés, des carreaux cassés, des sections fermées par des portes de fer, etc.

Selon les propos des policiers, les actes de vandalisme coû-

tent très cher. C'est incroyable ce qui peut être brisé et détruit durant une année scolaire. Dans certaines écoles, les coûts peuvent dépasser 20 000 \$ par année. On brise et défonce les portes des cases, on casse les toilettes, les bureaux, les chaises, on enlève les tuiles au plafond et quand on ne veut pas d'école, on met de la colle dans les serrures des portes. Il n'y a rien à l'épreuve des étudiants.

Selon plusieurs travailleurs sociaux, le vandalisme serait plus élevé dans les écoles où les étudiants ont moins le sentiment d'appartenance. De plus, il semble y avoir des périodes durant l'année académique où le vandalisme est plus élevé. Ces périodes correspondent aux moments où les jeunes deviennent écoeurés de l'école, fatigués, par exemple au printemps. En fait, le vandalisme serait une forme d'expression, de défoulement pour les jeunes. D'ailleurs, ceci se confirme par le vandalisme contre le bien des professeurs. Rares sont les étudiants qui vont s'attaquer au professeur, c'est-à-dire, vont faire un assaut physique. Par contre, selon les propos des travailleurs sociaux, les jeunes répliqueraient ou répondraient aux professeurs en s'attaquant à leur voiture. Bien des professeurs ont trouvé leur voiture égratignée ou encore avec les pneus dégonflés. Pour les étudiants, c'est une façon d'exprimer leur mécontentement, de répondre à une injustice.

Il semblerait que bon nombre des actes de vandalisme se produiraient les fins de semaine, durant les congés ou après les classes. Quelques fois, suite à un manque d'encadrement de la part de la direction et des professeurs, ils se feraient durant les heures des cours.

Même si l'on accorde au vol une importance relativement élevée, il n'en demeure pas moins que cette manifestation de violence est moins importante que le vandalisme. Le matériel audiovisuel tels les magnétophones, les caméras, les enregistreuses, etc. sont les cibles favorites des voleurs. En plus, de nombreux étudiants et professeurs chaque mois se font voler de l'argent ou différents objets ayant plus ou moins de valeur. Plusieurs de ces vols ne sont pas déclarés. Habituellement, on vole de l'argent, des billets d'autobus ou de métro, du matériel dans les cases, etc., en fait des choses qui se dissimulent bien. Lors des séances de gymnastique, on en profite pour prendre des objets ayant un peu plus de valeur tels les montres et les bijoux. Souvent, il existe un petit marché pour revendre ces objets.

Les deux manifestations de violence que nous venons de voir touchaient spécifiquement la propriété et sont les formes que nous connaissons le plus. Cependant, chaque jour, des jeunes

sont victimes de violence contre la personne et pourtant ce phénomène se révèle comme étant de moindre importance. Dans les prochains paragraphes, nous allons tenter de voir quelle est cette violence et aussi de montrer que la nature réelle de celle-ci explique que nous ayons beaucoup de problèmes à la dénoncer.

Selon plusieurs travailleurs sociaux et aussi selon les premiers résultats de l'enquête faite par le Conseil de l'Île de Montréal, la violence verbale aurait une grande importance à l'école. En plus de vivre dans un milieu peu accueillant, il semble que professeurs et étudiants subissent chaque jour, cette agression par les mots. Le respect mutuel ne semble pas le mot d'ordre dans ce milieu. Les menaces verbales, le chantage, les bêtises, les paroles blessantes, le ton élevé de la voix et les cris créent l'ambiance qui règne actuellement dans nos écoles. La violence verbale affecte le jeune et aussi le professeur dans leur intégrité morale, leur droit au respect et à un environnement sain tant au niveau physique que psychologique.

Ce non respect mutuel au niveau du langage affecte également la relation entre le professeur et le jeune. L'attitude réciproque qu'il y a entre le jeune et l'enseignant devient une manifestation de violence. Il semble que ce climat général qui règne un peu partout dans nos écoles soit très nuisible au développement intellectuel du jeune et affecte également la per-

ception qu'on a du milieu et ce qu'on y ressent.

Parmi les autres manifestations de violence que l'on a signalées comme importantes, on retrouve la drogue. Concernant ce phénomène, on peut dire qu'il est généralisé dans nos écoles. Ce problème est peu récent, et peu d'écoles y échappent. Cependant, la consommation de drogue en tant que telle n'est pas problématique. En fait ce qui cause problème, c'est la vente et tout ce qu'elle entraîne comme manifestation de violence.

A l'intérieur de l'école, habituellement se trouvent les petits vendeurs, en majorité des étudiants de l'école. La plupart sont âgés de 14, 15 et 16 ans. Ils vendent chaque semaine pour approximativement deux cents dollars, parfois plus. La drogue se vend surtout dans les toilettes, près des casiers et sur les pailiers à la récréation. Ces lieux sont habituellement identifiés comme étant les zones étudiantes. Les gros vendeurs eux, interviennent à l'extérieur de l'école, c'est-à-dire à proximité, soit dans la cour ou dans les parcs environnants. Généralement, les gros vendeurs sont des adultes.

Le problème avec la vente de la drogue, c'est qu'elle entraîne plusieurs formes de violence et de criminalité, en outre la prostitution, le harcèlement en général et le vol. Souvent, les gros consommateurs doivent faire face au coût de la drogue,

ce qui entraîne des problèmes monétaires. Les jeunes se ramassent avec des dettes énormes qu'ils n'arrivent pas à payer.

Tout d'abord, les jeunes vont se faire harceler pour avoir l'argent de la dette. Ainsi, ils vont être victimes d'un chantage tel que: si tu nous payes pas, on te casse la gueule, on te casse les deux jambes, etc. Ainsi, pour résoudre leurs problèmes monétaires, les jeunes vont commettre d'autres crimes. Certains vont se mettre à voler et d'autres vont se prostituer, ces deux manifestations de violence étant des moyens rapides de faire de l'argent. La plupart du temps, les filles solderont leur dette spécifiquement par la prostitution.

Pour certains travailleurs sociaux, si les jeunes consomment autant de drogue c'est que nous n'avons rien à offrir à ces derniers. Les jeunes sont très limités dans leurs activités, tant sportives, culturelles, qu'intellectuelles. De plus, il existe très peu d'endroits où les jeunes peuvent avoir leur coin à eux, où ils peuvent échanger et partager des projets stimulants. En fait, les jeunes sont laissés à eux-mêmes, ils ont beaucoup de moments de libre. A défaut d'autre chose, souvent les jeunes tirent un joint. C'est pourquoi, pour plusieurs consultants, même si on essaye de faire diminuer la consommation et la vente de drogue dans les écoles, on ne ré-

soudra pas le problème, car qu'aurons-nous à offrir en échange? Les jeunes iront vendre, acheter et fumer ailleurs.

Parmi les autres formes de violence, nous retrouvons celles à caractère sexuel. On identifie deux manifestations plus particulières à cette forme de violence: la prostitution et le harcèlement sexuel.

Selon plusieurs personnes interviewées, la prostitution est un problème important en milieu scolaire. D'ailleurs, c'est ce que nous confirme le rapport du groupe de travail sur la prostitution des mineurs¹ en nous disant que l'on retrouve dans ce milieu des réseaux bien organisés. Même si les filles se prostituent avec des groupes de leur âge, il n'en demeure pas moins que la prostitution au secondaire touche les deux sexes. Il semble même que les garçons commenceraient beaucoup plus jeunes que les filles.

Comme nous l'avons vu précédemment, la prostitution semblerait un moyen facile de se procurer beaucoup d'argent rapidement. D'ailleurs, on constate que pour plusieurs, la drogue est une des raisons principales pour lesquelles on se prostitue.

¹ Rapport sur la prostitution chez les mineurs, Montréal, avril 1980. P.

Le jeune comme l'adulte est soccilité par la société de consommation.

Il semble que ce phénomène ait pris une certaine ampleur ces dernières années. De plus, la prostitution chez les garçons augmenterait plus vite que la prostitution chez les filles. Cependant, il est assez difficile d'avoir des données officielles sur ce phénomène. La prostitution ne constituant pas un délit en soi, cela explique pourquoi les statistiques se font rares.

Parmi les autres manifestations de violence à caractère sexuel, on retrouve également le harcèlement sexuel. Le harcèlement au niveau secondaire se manifeste surtout par les remarques sexistes, les attouchements, le chantage, les avances et parfois le viol. Pour continuer dans la même veine, un sondage sur la violence a été fait auprès de 473 étudiants des polyvalentes de Matapédia (Carleton, Paspébiac et Bonaventure)¹. On est arrivé à des conclusions alarmantes sur la violence dans ce milieu et plus particulièrement en ce qui concerne la violence à caractère sexuel.

Selon les résultats de ce même sondage, il y aurait davantage de violence sexuelle subie par les filles.

¹ C.L.S.C. Malauze (Matapédia), sondage sur la violence. En marge du colloque régional tenu à Cap-Noir, les 18 et 19 octobre 1979

Parmi les répondants, 9% ont témoigné avoir subi de la violence sexuelle. Mais sur l'ensemble des répondants, 13% étaient des filles et 5% étaient des garçons.

Les garçons victimes de violence sexuelle subissent celle-ci à 80% dans le milieu scolaire. Les adultes seraient les principaux responsables de cette violence dans un pourcentage de 70%. Les agresseurs utiliseraient les menaces dans 60% des cas et la force dans 40% des cas. Pour les filles, la situation se présente différemment. Elles rencontreraient ce type de violence à 39% dans le milieu scolaire. Les camarades d'écoles représenteraient les agresseurs dans 58% des cas. De plus, la force serait employée dans 71% des agressions.

Toutefois, ce sont des données recueillies uniquement dans quatre écoles et, cette recherche accusait un manque quant à sa rigueur scientifique. Il ne faudrait donc pas généraliser.

Les autres manifestations de violence que l'on retrouve au niveau secondaire sont les bagarres, les attaques et l'extorsion.

Les bagarres représentent l'une des formes de violence les plus pratiquées entre les jeunes. Habituellement, les garçons

et les filles ne se battent pas ensemble. On retrouve plutôt des bagarres entre les jeunes du même sexe. D'ailleurs, souvent les batailles se font entre «gangs».

Durant les bagarres, les filles vont être beaucoup moins violentes que les garçons. Cependant, cela ne veut pas dire qu'elles ne se blessent pas entre elles. Elles utilisent rarement des armes, elles se servent plutôt de leurs poings. En fait, leurs bagarres ressemblent plus à du tirailage. On se donne des claques dans le visage, des tapes dans le dos et on se tire les cheveux.

Les bagarres des garçons sont assez fréquentes et très violentes. Ils vont utiliser davantage les armes telles les chaînes, les couteaux, les barres de fer, les bâtons de baseball. En fait, tout ce qu'ils peuvent avoir à la portée de la main. Il semble d'ailleurs que le port d'arme soit un problème dans plusieurs écoles de la C.E.C.M.²

En plus des bagarres, il y a un autre phénomène qui semble important: les attaques. La plupart du temps, ces actes de violence viennent de personnes n'étudiant pas à l'école. En majorité, ce sont des délinquant ou des «drop out». Des édu-

² Selon les propos des responsables des services personnels aux étudiants de la C.E.C.M.

cateurs expliquent cette présence d'étrangers par le fait que les étudiants d'aujourd'hui disposent souvent d'une allocation hebdomadaire élevée avec laquelle ils peuvent s'acheter de la drogue, de l'alcool et parmi ces gens on retrouve des trafiquants.

L'extorsion est également une manifestation de violence présente en milieu scolaire. Souvent, ce sont les plus vieux qui exigent des plus jeunes de l'argent. Le montant peut varier dépendamment des écoles. Si le jeune refuse de payer, il est menacé de vol, d'une bonne raclée, ou encore d'un «poing américain». Souvent les réseaux d'extorsion sont très bien organisés, et les victimes ont tellement peur qu'il est assez difficile de les identifier et de les dénoncer.

La dernière manifestation de violence que nous allons aborder dans ce point est l'absentéisme scolaire. Cette manifestation de violence, contrairement aux autres de ce point, nous est apparue comme étant plutôt du type structurel si nous nous référons à notre problématique générale sur la violence. Si nous l'avons amené dans ce point, c'est parce que l'absentéisme est une manifestation facilement identifiable et dénombrable. De plus elle est vraiment typique au niveau secondaire.

Nous avons identifié l'absentéisme scolaire comme étant une manifestation de violence, non pas parce que les jeunes s'ab-

sentent de l'école, mais parce que l'on ne s'occupe pas d'eux lorsqu'ils s'absentent. Aller à l'école, c'est un droit, c'est-à-dire que tous les jeunes ont droit à l'instruction. Si le jeune s'absente de l'école fréquemment ou simplement s'il ne fréquente pas l'école, c'est aux personnes concernées à faire en sorte que le jeune reçoive l'éducation nécessaire. C'est une négligence de la part des personnes ou des autorités concernées qui est faite envers ce jeune. Si on ne l'oblige pas jusqu'à l'âge de seize ans à venir à l'école, on lui fait en quelque sorte violence.

Il y a des jeunes qui vont s'absenter de l'école sans vraiment aucune raison valable. C'est-à-dire parce que ça ne leur tente pas d'aller à l'école, parce qu'ils préfèrent flâner dans les magasins, dans les salles de pool ou encore qu'ils aiment mieux commettre certaines formes de crime. D'autres, par contre, seront retenus à la maison par les parents. Les filles resteront à la maison pour aider à leur mère, pour garder ses jeunes frères et soeurs, ou encore simplement pour faire de la compagnie aux parents. Les garçons eux seront retenus à la maison pour aider le père sur la ferme ou dans l'entreprise familiale. Le fait de retenir les enfants à la maison selon certains travailleurs sociaux serait plus particulier aux milieux défavorisés et au milieu rural. Cependant, c'est un élément qu'il faudra vérifier dans le cadre de recherches ultérieures.

Normalement, c'est aux parents à voir à ce que leurs enfants fréquentent une institution scolaire. Si les parents ne font pas leur devoir, cette responsabilité revient aux commissions scolaires selon la loi de l'Instruction publique*. C'est à ce niveau qu'actuellement il y a négligence. Dans toutes les écoles, l'absentéisme est un problème. Cependant, on s'aperçoit qu'il y a très peu de moyens pour faire changer les choses et pour intervenir rapidement. Dans certaines écoles, les jeunes peuvent s'absenter deux mois avant qu'on décide d'entreprendre des demandes auprès des parents. Quand un étudiant a manqué deux mois d'école, parfois plus, il est difficile pour lui de rattraper le temps perdu.

Le travail des directeurs d'école et des commissions scolaires n'est pas uniquement un travail de contrôle des absences mais également un travail d'intervention par des démarches auprès des parents, sinon par l'application des deux lois qui existent: la loi de l'Instruction publique et, en cas d'exception, la loi de la Protection de la jeunesse.

Actuellement, on constate un laisser-aller à ce niveau. Bien des directions d'écoles et des commissions scolaires, avec l'arrivée de la loi de la protection de la jeunesse,

* Cet élément sera traité dans le point 5.3

n'ont fait que signaler les cas à la direction de la protection de la jeunesse. Cependant, cette loi s'occupe seulement des cas d'exception. C'est pourquoi depuis que cette dernière existe, il y a eu négligence en quelque sorte puisque l'on ne pouvait pas s'occuper de tous les jeunes. Par contre, durant tout ce temps, les commissions scolaires auraient dû se servir de la loi de l'Instruction publique qui, elle, touche tous les cas. On trouvera en annexe un texte de monsieur Pierre Baulu qui précise davantage cette situation.

Les différentes manifestations de violence que nous venons de voir représentent l'ensemble des problèmes de violence que l'on peut retrouver au niveau secondaire. Cependant, on constate que ce sont surtout les jeunes de secondaire III qui subissent l'ensemble de ces formes de violence. Ce sont des problèmes également vécu par des jeunes du secondaire I et II. Après le secondaire III, les manifestations de violence tendent à diminuer. Le secondaire III correspond à l'âge de la délinquance, c'est un moment décisif chez les jeunes. C'est aussi à cet âge qu'ils prennent les décisions à savoir s'ils vont rester à l'école ou pas.

La violence peut se manifester différemment d'une école à l'autre et d'un milieu à l'autre. Les différentes manifestations de violence que nous avons identifiées, nous sommes susceptibles de les rencontrer dans toutes les écoles. Cependant,

il y a des manifestations qui seront absentes dans certaines. De plus, plusieurs éléments peuvent modifier les choses. Dans certaines écoles, tout dépendamment de l'intégration des jeunes, de la politique de la direction, des personnes-ressources, de l'implication du personnel, la violence va se présenter différemment. De plus, la violence dans les écoles ou régions «urbaines et suburbaines», peut se manifester différemment de celle dans le milieu rural. Ce sont des éléments dont il faut tenir compte lorsque l'on veut intervenir, prévenir ou constater.

c) La violence au collégial et à l'université

Concernant la violence au collégial et à l'université, nous avons recensé très peu d'études. De plus, ces études étant menées plus spécifiquement par des regroupements féminins, les données touchent les manifestations de violence à l'égard des femmes. Cependant, comme nous l'avons vu dans les études américaines, les femmes seraient les principales victimes de violence à ces niveaux. Par ailleurs, comparativement à l'élémentaire et au secondaire, il semblerait que l'on trouve beaucoup moins de violence au niveau universitaire. De plus, il est également aisé de constater que les manifestations de violence y sont moins diversifiées.

Deux études seulement nous permettent de poser des constats sur la violence en milieu universitaire. L'étude faite par le comité d'étude sur la condition féminine de l'université Laval auprès des gens en résidence a démontré que 18,2% des résidentes avaient déjà subi des intimidations à caractère sexuel, dont 4,3% dans leur chambre. De plus, 10,4% avaient subi des agressions à caractère sexuel, dont 3,2% dans leur chambre. De plus, on souligne dans le rapport de l'enquête¹ que «D'autres types d'intimidation comme l'exhibitionnisme, les propositions indécentes et les menaces, etc. sont survenues un peu partout dans les trois résidences». Toujours selon le même rapport ou enquête faite par Thérèse Verville sur les agressions physiques ou morales à connotation sexuelle au Pavillon Lacerte, 21% des répondantes, c'est-à-dire 145 femmes auraient subi une agression à connotation sexuelle sur le campus.

Toujours selon le même rapport, le manque de sécurité en général sur le campus serait un problème pour les étudiantes. Certaines étudiantes interviewées ont révélé qu'elles s'abstenaient de prendre des cours du soir parce qu'elles ne se sen-

¹ Comité d'étude sur la condition féminine à l'université Laval, rapport du sous-groupe milieu de vie, p. 13

taient pas en sécurité sur les trottoirs et dans les boisés avoisinant les différents pavillons du campus universitaire.

La seconde étude qui nous permet de parler de la violence au niveau universitaire et collégial est un sondage qui fut fait à l'automne 1980 auprès de 250 étudiantes choisies au hasard à l'université de Sherbrooke et au collège de cette même ville¹. Voici les 5 premières questions posées avec les réponses pour chacune:

Question 1: L'intimidation sexuelle engendrée par le professeur existe-t-elle dans votre milieu?

86,5% des étudiantes reconnaissent l'existence de ce problème.

Question 2: L'intimidation sexuelle peut-elle se présenter sous plus d'une forme?

92% des étudiantes ont répondu oui.

¹ L'intimidation sexuelle dans l'enseignement. Sondage effectué à l'automne 1980. L'association fédérative des étudiants de l'université de Sherbrooke.

Question 3: As-tu observé une situation semblable chez tes consoeurs?

33,3% des étudiantes ont observé cette situation face à leur compagne et au professeur.

Question 4: As-tu déjà vécu une telle situation? Si oui, explique.

12% des étudiantes révèlent avoir vécu cette situation. Parmi ces 12%, 3% semblent y avoir consentie, mais pour 9% des autres répondantes, ce fut un acte contraint.

Question 5: En tant que femme, y vois-tu une situation discriminatoire?

63,6% des répondantes trouvent cette situation discriminatoire.

Ce sont les seules données que nous ayons pu amasser sur la violence dans le milieu universitaire. Aussi, pour conclure, on peut penser que la violence dans les milieux d'éducation supérieure s'exprime principalement par une violence à caractère sexuel.

5.3 La législation sur la violence en milieu scolaire

Dans ce point, nous allons tenter dans un premier temps, d'identifier les différents articles de loi qui régissent la violence en milieu scolaire et d'en négocier les champs d'application. Puis nous verrons comment la loi ne tient pas compte de la réalité. Pour terminer ce chapitre nous regarderons les différentes interventions menées par les milieux scolaires pour réagir aux problèmes de la violence.

Concernant les différentes lois qui peuvent régir la violence dans les écoles, on peut les regrouper dans deux ensembles: la violence de l'adulte envers l'enfant et le comportement violent de l'enfant. Pour chacun de ces ensembles on peut identifier les niveaux de responsabilités.

a) La violence de l'adulte envers l'enfant

Plusieurs codes et plusieurs lois touchent de façons directe ou indirecte la violence en milieu scolaire. Dans un premier temps, lorsqu'un crime est commis à l'école comme ailleurs dans la société, on fait appel au code criminel. Dépendamment du crime, on peut faire référence à plusieurs articles de loi. Plus spécifiquement, en ce qui concerne les actes de violence commis en milieu scolaire, seulement deux articles* de loi prévoient des interventions. Le premier relève du code criminel, c'est l'article 43, qui dit:

«Tout instituteur, père ou mère, ou toute personne qui remplace le père ou la mère, est fondé à employer la force pour corriger un élève ou un enfant, selon le cas, confié à ses soins, pourvu que la force ne dépasse pas la mesure raisonnable dans les circonstances»¹

Selon le projet de loi no 89, sur la loi instituant un nouveau code civil et portant réforme au droit de la famille, il est dit dans l'article 649 que le titulaire de l'autorité parentale peut déléguer la garde, la surveillance ou

* Vous trouverez en annexe les différents articles de loi auxquels on fait référence dans ce chapitre.

¹ Code criminel, S.R.C. 1970, chap. C. 34, P. 23

l'éducation de l'enfant. C'est ce que font les parents quand ils envoient leurs enfants à l'école et que le titulaire a sur l'enfant un droit de correction modéré et raisonnable (647- 649- 651)¹. Ainsi, le titulaire en tant que remplaçant des parents, peut corriger un enfant mais dans la mesure raisonnable. C'est pourquoi un professeur ou encore un directeur qui frappe un enfant un peu trop fort peut être poursuivi selon la loi. Ce sont les seuls articles qui concernent la violence des professeurs ou des directeurs envers les enfants.

Ainsi, concernant la violence de l'adulte envers l'enfant, seuls les articles sur l'autorité parentale et le code criminel régissent cette violence. Ainsi, s'il y a lieu d'intervenir à ce niveau, c'est aux parents à faire les démarches puisque ce sont eux qui ont la responsabilité de l'enfant.

b) Le comportement violent de l'enfant

Concernant la conduite violente des étudiants, il est prévu dans la loi de l'instruction publique que le jeune

¹ Projet loi 89. Sanctionné le 19 décembre 1980, Assemblée nationale de Québec. Articles 647- 649 et 651.

peut être renvoyé de l'école. Selon l'article de loi 189, il est du devoir des commissaires et des syndics d'écoles: «De renvoyer de l'école, les élèves habituellement insubordonnés ou dont la conduite est immorale en paroles ou en actions»¹. Ainsi, un étudiant qui commet des actes de violence peut être renvoyé définitivement de l'école qu'il fréquente.

Il est également prévu par le projet de loi no 71 modifiant de nouveau la loi de l'Instruction publique et sanctionné le 21 décembre 1979 à l'article 54.1 et 54.6 que le Conseil d'orientation a le devoir:

- 1° «De faire des règlements relatifs à la conduite des élèves de l'école, sous réserve du paragraphe 6 de l'article 189;
- 2° De faire des recommandations à la demande de la commission scolaire, sur les critères de renvoi des élèves de l'école».

Ainsi, la responsabilité des renvois et des règlements relatifs à la conduite des jeunes revient principalement aux commissions scolaires, comme il est également de la responsabilité des commissions scolaires de voir à ce que

¹ Loi de l'Instruction publique, novembre 1978, article 189, chapitre 16.

le jeune fréquente l'école. En fait, tout ce qui touche la réglementation, particulièrement la discipline et l'indiscipline, relève exclusivement des écoles et des commissions scolaires. Le ministère de l'Éducation n'a aucun pouvoir ou responsabilité concernant la violence en milieu scolaire.

La seule loi ou le seul article de loi qui donnait une forme de pouvoir au ministère de l'Éducation fut aboli. C'était l'ancien article 269 de la loi de l'Instruction publique qui exigeait qu'il y ait un contrôleur d'absence. Aujourd'hui, il n'y a plus de contrôleur.

La loi donne tellement de latitude actuellement, que certaines écoles ou commissions scolaires peuvent avoir des règlements particuliers leur permettant de justifier et de contrôler leur intervention, tandis que d'autres appliqueront souvent la politique du moment. La loi est tellement imprécise qu'un enfant peut être renvoyé s'il nuit au bon fonctionnement de l'école. Même si ce dernier n'a pas l'âge de seize ans, il peut être mis à la porte en tout temps sans qu'il n'y ait aucune structure pour le prendre en charge. En fait, la loi ne permet pas vraiment d'interventions possibles auprès du jeune. En permettant aux commissions scolaires le renvoi d'un jeune, la loi propose une solution facile. Pour bien des commissions scolaires et même des di-

recteurs d'école, la meilleure façon de résoudre leurs problèmes de violence, c'est de mettre à l'écart les jeunes qui causent trop de problèmes ou de mettre ces jeunes dans une autre école. Cependant, nous n'aurons pas éliminé pour autant les manifestations de violence dans le milieu et nous ne saurons pas pourquoi il y a autant de violence chez les jeunes.

Les lois ne sont pas faites en fonction des réalités et des manifestations de violence en milieu scolaire. Au lieu d'établir des critères de renvoi pour les jeunes qui commettent des actes immoraux, on devrait plutôt demander aux commissions scolaires de faire un rapport sur les cas de violence. De plus, si un renvoi s'avère nécessaire, des dispositions devraient être mises en place afin d'assurer un suivi auprès des jeunes.

Au niveau des interventions légales, les directeurs d'écoles et les commissions scolaires vont surtout s'en tenir à la loi permettant de renvoyer le jeune. Par contre, dans certaines écoles ou commissions scolaires, on essaye de travailler autrement lorsqu'un acte criminel est commis. Le directeur peut demander les services de la police qui à son tour réfère au tribunal de la jeunesse. Cependant, les

actes de violence commis dans les écoles n'ont pas à être toujours considérés comme des actes criminels. C'est pourquoi, on préfère demander une aide plus éducative. Ainsi, à la demande des directeurs d'écoles, certains policiers vont tenter de faire du travail de prévention et vont même assurer des suivis auprès des jeunes. Ce travail normalement se fait de façon beaucoup plus officieuse. Il y a même des policiers-éducateurs qui vont travailler à temps plein dans certaines écoles. Le type d'intervention fait par ces policiers-éducateurs permet de faire, dans certains cas, un travail beaucoup plus éducatif que punitif.

Pour conclure sur ce point, on peut dire que la législation sur la violence à l'école venant de personnel enseignant ou non enseignant et des étudiants donne beaucoup de pouvoir aux commissions scolaires sans toutefois poser des limites à l'intervention. De plus, renvoyer un étudiant sans s'assurer un suivi auprès de ce dernier, c'est le conduire plus souvent qu'autrement vers la délinquance.

6. LA VIOLENCE FAITE À LA CLIENTÈLE FÉMININE EN MILIEU SCOLAIRE

Dans ce point, nous nous attarderons plus spécifiquement sur la violence que subissent les filles et les femmes dans le milieu scolaire. Nous tâcherons dans un premier temps de bien identifier ces types de violence à l'endroit de la clientèle féminine. Puis nous verrons ensuite comment cette violence est bien propre à cette clientèle. Pour terminer, nous tenterons de faire le lien entre cette violence et les rapports vécus entre les garçons et les filles.

6.1 Types de violence à l'endroit de la clientèle féminine

Au niveau élémentaire, les filles et les garçons subissent les mêmes formes de violence. Au niveau secondaire, collégial et universitaire, la violence se manifeste différemment pour l'un et pour l'autre sexe.

En fait, si on regarde les formes de violence spécifiques aux filles, on constate qu'elles subissent des formes de violence à caractère sexuel tant au niveau de la violence verbale que physique. Évidemment, elles subiront d'autres formes de violence telles le vol, la bagarre, etc. Nous avons seulement à écouter les jeunes pour s'apercevoir que les filles subissent davantage cette forme de violence.

En plus d'être victimes de violence à caractère sexuel, au niveau secondaire, les filles auront à subir cette même forme de violence au niveau des études supérieures. D'ailleurs, exception faite du vol, le harcèlement sexuel et le viol sont les seules formes de violence que nous ayons identifiées au niveau collégial et universitaire.

Au niveau secondaire, les filles sont d'abord victimes de harcèlement sexuel surtout de la part de leurs camarades de classe et parfois du personnel enseignant et non enseignant. Cette forme de violence se manifeste dans un premier temps par les remarques sexistes, du genre: «Tu as les seins comme des rondelles d'oignons», «Y paraît tu marches bébé», «Tu as des belles fesses ma belle», etc. Ces remarques sont les paroles quotidiennes qui sortent de la bouche des garçons. Mais ces petits mots de tous les jours sont aussi humiliants que l'agression sexuelle. Un extrait d'un texte qui sera publié bientôt par le ministère de la Justice exprime bien cette réalité:

«Dans ces petites agressions de tous les jours, on retrouve la même tentative d'humiliation du corps, mais par la contrainte verbale seulement. A chaque fois qu'une fille doit subir pareils sarcasmes; la main qui effleure ses seins ou encore la petite tape familière sur les fesses, dans la rue, dans l'autobus, n'importe où, elle perd quelque chose. Elle a le sentiment qu'elle perd le contrôle d'elle-même. Son corps n'est plus sa propriété, mais celle des autres»¹.

¹ Dossier Prévention dans les aventures génétiques de madame X et de monsieur Y, ministère de la Justice.

Outre les remarques sexistes, le sifflage et les mains sur les fesses sont également des formes de harcèlement sexuel fort répandues chez les jeunes.

De plus, le harcèlement sexuel peut également se manifester par le chantage, tel: Si tu couches pas avec moi, je sors plus avec toi ou encore dans cet extrait d'une pièce de théâtre sur la violence chez les jeunes:

«Écoute moi bien là, et je ne le dirai pas deux fois:
Ou tu viens à midi ou c'est fini entre nous deux. J'vas
chercher ailleurs et ça sera pas long. J'suis sûr qui
en a pas loin qui demanderaient pas mieux pis qui s'f'raient
un plaisir!
Pis à part ça, j'vais dire aux gars comme t'es frette pis
qu'y sont mieux de ne pas te toucher!¹»

En fait, les filles qui ne cèdent pas au chantage des garçons sont ridiculisées devant les autres jeunes. Si elles cèdent au chantage, elles sont obligées d'avoir des relations sexuelles mêmes si elles n'en ressentent pas le désir. De la même façon elles subissent également, malgré elles, les attouchements des garçons. Parfois, les garçons vont se mettre à plusieurs pour molester un peu la fille et lui faire des avances. Lorsque les filles ont des relations sexuelles

¹Extrait de la pièce de théâtre: «Une ombre sur Saturne» pièce écrite dans le cadre d'une subvention du ministère de la Justice.

malgré elles, ou malgré leurs désirs, en fait, elles se font violer. On a même vu une fille sous le chantage, être violée dans un autobus scolaire. Parfois, le viol peut aller beaucoup plus loin, c'est-à-dire les jeunes utilisent la violence physique, les coups, etc.

Des personnes répondront à ceci en disant: «Mais elles étaient quand même consentantes, elles se laissent faire, etc.». Quand on est obligé d'agir à partir du chantage ou des menaces, on n'est jamais consentant. De plus, quand on a à subir l'influence du groupe, quand on est entraîné malgré nous, c'est en fonction de quel consentement que la fille dit oui ou subit?

La même situation se présente également pour la prostitution. La prostitution est une forme de violence que l'on retrouve en milieu scolaire sous l'aspect de réseaux bien organisés ou encore de façon plus individuelle. Les filles comme les garçons se prostituent. Cependant, on s'aperçoit que la fille est davantage sollicitée à ce niveau.

Les filles peuvent faire partie de réseaux très bien organisés, comme les garçons d'ailleurs, mais aussi, elles peuvent se prostituer individuellement sans être attachées

à un réseau; c'est à ce moment qu'elle aura son «pimp». Généralement, le pimp est un garçon bien bâti de l'école. Les clients peuvent être des jeunes de l'école comme des gens de l'extérieur. Ainsi, les contacts peuvent se faire à l'intérieur de l'école ou aux alentours c'est-à-dire dans les restaurants, les salles de billard et même dans les bois situés près de l'école.

Les filles feront également de la prostitution pour payer leur drogue. Contrairement aux garçons, souvent les pushers vont demander aux filles de payer en nature, c'est-à-dire sous forme de prostitution. Aussi, le critère d'admission pour entrer dans certaines gangs, sera pour les filles de se prostituer avec les garçons du groupe.

Comme le chantage à caractère sexuel, la prostitution est réellement une forme de violence dont est victime la jeune fille. Comme nous l'avons vu, même celles qui font partie de réseaux organisés, on ne peut pas vraiment dire qu'elles sont consentantes, car le consentement se fait en fonction de quel choix? Le consentement sera-t-il vraiment lucide ou libre? Les filles, de par leur socialisation sont entraînées dans des processus où souvent il est difficile de faire des retours en arrière. Il y a beaucoup de pressions sociales qui sont faites aux filles (chantage - besoin d'argent, etc.) pour les entraîner dans la prostitution.

Comme autre forme de violence faite spécifiquement aux filles, on retrouve certaines formes de pronographie. Les filles font se faire photographier nues et leurs photos seront vendues aux copains de l'école et même dans d'autres écoles. Aussi, selon une infirmière qui fut interviewée, de la sollicitation serait faite auprès des jeunes filles pour aller tourner des films pronographiques ou encore pour participer à des spectacles à caractère sexuel. Pour les films, les filles seraient recrutées à l'intérieur de l'école et concernant les spectacles, ceux-ci seraient organisés dans des appartements anonymes ou encore chez des camarades de classe.

De plus, les conséquences d'une violence de type sexuel au niveau collégial et universitaire peuvent être davantage néfaste à long terme que bien d'autres formes de violence. Si l'on pense au harcèlement sexuel dans les universités en particulier, les incidences d'une telle forme de violence peuvent avoir des effets durant plusieurs années. Une étudiante qui refuse, en outre, les avances d'un professeur peut, sous la menace de ce dernier, échouer facilement de cours en cours. Un échec peut compromettre une session académique et parfois une année, si le cours ne se donne pas avant un an. De plus, le refus de céder aux avances d'un professeur peut avoir des incidences sur la carrière

future de la victime. Elle peut perdre l'opportunité d'avoir un poste à l'université et même ailleurs. Un professeur peut refuser de recommander l'étudiante pour un emploi car elle n'a pas cédé à son chantage.

Outre les conséquences dont nous venons de parler, le harcèlement sexuel peut également avoir des effets sur la santé de la personne tant au niveau physique que psychique. Cité dans un article de Favida Shaikn¹, il semblerait que le harcèlement sexuel pourrait causer au niveau de la santé des dépressions, le désespoir, les maux d'estomac, les migraines, la nausée, les spasmes musculaires, l'insomnie, l'hypertension et aussi d'autres maladies provoquées par une angoisse continue.

6.2 Une violence à caractère sexuel ou un vécu sexuel violent

Pour aborder ce dernier point, nous allons revenir sur l'aspect de la violence faite aux filles en milieu secondaire. Nous tenterons de donner une signification à cette violence à caractère sexuel.

¹ Favida Shaikn, «Le harcèlement sexuel, comment lutter contre cette maladie sociale» dans L'événement.
Vol. 3, no 4, été 1980. pp. 98-101.

Selon l'ensemble des personnes consultées, les filles ne seraient pas davantage victimes que les garçons. Il est aisé de constater que les manifestations de violence chez les garçons sont beaucoup plus diversifiées. Cependant, les filles vont vivre une forme de violence qui est beaucoup plus régulière, quotidienne, soutenue. Les manifestations de violence à caractère sexuel s'inscrivent davantage dans un vécu, que dans des faits facilement identifiables comme le vol, les bagarres, les assauts, etc.

Dire que les filles subissent moins de violence que les garçons est fondé, mais il est aussi important de dire que la forme de violence spécifique aux filles, c'est-à-dire une violence à caractère sexuel, les affecte autant, sinon davantage que celles subies par les garçons. Se faire harceler quotidiennement est peut-être aussi violent sinon plus que de recevoir un coup de poing dans le visage.

Le harcèlement sexuel est une manifestation de violence beaucoup plus quotidienne, régulière, soutenue. En fait, la violence que subissent les filles est davantage une question de rapports avec la personne de l'autre sexe qu'une question de faits violents. On pourrait simplement parler de vécu quotidien violent ou encore d'un vécu sexuel violent au lieu

de parler de violence à caractère sexuel. Ces interrogations nous amènent également à poser le problème dans les termes suivants: violence sexuelle ou sexualité violente. Nous allons essayer de comprendre comment on peut saisir les rapports entre les filles et les garçons en posant le problème en ces termes.

La violence des filles, comme nous l'avons vu, s'inscrit dans un processus global de socialisation des garçons et des filles et non pas dans une situation contextuelle. D'ailleurs, la façon dont s'exprime la violence envers les filles traduit très bien cette réalité. La violence qui touche les filles n'est pas factuelle mais plus en vécu quotidien, même un rapport entre les jeunes. Pourquoi le garçon siffle la fille pour lui dire qu'il la trouve de son goût, pourquoi l'appelle-t-il «bébé» pour lui dire qu'elle est jolie, pourquoi lui pince-t-il les fesses dans l'escalier s'il a envie de sortir avec elle, pourquoi le garçon fait-il du chantage s'il a envie d'avoir une relation sexuelle avec une fille, pourquoi le garçon utilise-t-il la menace au lieu de la tendresse pour coucher avec une fille? En fait, les jeunes vivent de façon très violente l'ensemble de leurs rapports et c'est encore plus prononcé au niveau de la sexualité. Le problème du harcèlement sexuel devient donc une réalité intégrante des rapports entre les jeunes tant dans les comportements de tous les jours que dans les rapports sexuels.

En plus de subir un vécu quotidien violent, les filles subissent également un vécu sexuel violent avec leurs camarades. Cependant, cette réalité n'est pas toujours perçue de cette façon par la jeune fille et même par le garçon. Même si nous voyons de la violence dans les relations des jeunes, pour eux, c'est leur vie de tous les jours et c'est même une façon de communiquer.

Sans vouloir s'immiscer dans la vie des jeunes, le milieu scolaire comme milieu d'apprentissage et comme milieu permettant différents rapports (élève-éducateur/élève-élève) peut favoriser certains changements dans les comportements des jeunes. L'école peut amener les jeunes à vivre leurs rapports entre eux de façon plus harmonieuse par le climat qu'elle peut créer et les contenus des programmes qu'elle peut donner. Si le milieu scolaire encourage le respect mutuel, si le contenu des outils pédagogiques est non sexiste, si des cours d'éducation sexuelle sont offerts et si des rapports d'égalité sont encouragés entre les enseignants et les étudiants, peut-être arriverons-nous à modifier ces comportements violents.

À court terme, il est difficile de changer des comportements et aussi un milieu; cependant, il ne fait aucun doute de la nécessité d'un cours d'éducation sexuelle dans nos

écoles. Ce n'est pas juste au milieu scolaire à changer, mais chacun doit y participer. Pour le jeune, le cours d'éducation sexuelle ne peut être que matière à réflexion. Par ce cours, les jeunes seront amenés à réfléchir sur leur propre vécu sexuel et non sur celui proposé dans les médias, tels la télévision, les revues pornographiques, etc. En fait, le vécu sexuel des jeunes aujourd'hui n'est que l'expression d'une société sexiste et non l'expression des rapports égalitaires et respectueux. C'est pourquoi dans les différentes actions à entreprendre pour favoriser le respect mutuel, le cours d'éducation sexuelle prend une place privilégiée. C'est en changeant les rapports entre les gens que nous arriverons au respect de chacun et de ses droits et que nous éliminerons le sexisme, la ségrégation et la discrimination.

Dans ce chapitre, nous avons voulu démontrer comment la violence des jeunes était une part intégrante de leur vécu quotidien. Non seulement la violence chez les jeunes n'est pas juste des faits actuels, elle participe aux rapports que les jeunes entretiennent entre eux et plus particulièrement pour les rapports sexuels. L'école peut jouer un grand rôle dans les changements possibles de comporte-

ments et plus spécifiquement au niveau des rapports sexuels des jeunes en les amenant à réfléchir sur leur vécu à ce niveau. Puisque notre société n'a rien à offrir à ce niveau, c'est à l'école à donner aux jeunes les éléments nécessaires à sa réflexion, et c'est pourquoi les cours d'éducation sexuelle sont si importants.

7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

À titre de conclusion de ce rapport, nous ne pouvons que revenir sur le suivi possible du dossier de la violence dans nos écoles. Comme nous avons pu le constater, le Québec fait image de parent pauvre en ce qui a trait aux interventions sur la violence en milieu scolaire. Les données et les études reflétant cette situation sans compter le peu d'actions à ce niveau, on ne peut que s'inquiéter devant l'ampleur d'un tel problème. Malgré la bonne volonté de certains individus et organismes, on ne peut que reconnaître l'urgence et la nécessité d'une concertation à ce niveau, si nous voulons prévenir, intervenir de quelque façon que ce soit.

Bien entendu, il importe d'abord que nous ayons des données plus précises sur le problème de la violence tant au niveau de l'élémentaire que du niveau universitaire. De plus, nos études et recherches doivent non pas s'attarder aux symptômes du phénomène de la violence dans nos écoles mais aussi aux problèmes de fond, c'est-à-dire aux causes possibles. Devant la volonté de plusieurs individus ou groupes d'intervenir à ce niveau, il ne fait aucun doute que cela nécessite une forme de coordination et de concertation. Non seulement nos activités doivent tenir compte

de la réalité de la violence dans nos écoles, mais elles doivent aussi être efficaces. D'ailleurs, il importe également d'avoir une répartition équitable des énergies disponibles. Ce travail devra être tant un travail de prévention pour le futur, qu'un travail d'intervention pour l'immédiat. Par ailleurs, nous devons compter beaucoup sur les ressources déjà disponibles, c'est-à-dire les milieux déjà concernés, les commissions scolaires, les directions d'école, les enseignants, les parents et les différents intervenants déjà conscientisés à ce problème. C'est avec les jeunes eux-mêmes que nous apporterons des solutions, en leur offrant la possibilité de s'épanouir dans un milieu davantage connaissant des problèmes des jeunes et dans un milieu qui veut apprendre à respecter autrui. Nous offrirons aux jeunes la possibilité de réfléchir sur leurs rapports entre eux par le biais des cours d'éducation sexuelle. En fait, c'est peut être une école un peu plus humaine, qui laisse davantage de place aux jeunes et à ses attentes qu'il faut offrir, c'est-à-dire un milieu de vie.

Il nous apparaît également important de mieux saisir ce problème de la violence dans nos écoles afin de favoriser les meilleures interventions possibles à ce niveau.

L'école étant un milieu d'apprentissage privilégié pour le jeune, il incombe pour nous de concentrer les efforts de tous et chacun afin que ce milieu soit des plus sains et des plus adéquats. Puisque c'est la tâche du ministère de l'Éducation, des commissions scolaires, des écoles, du personnel des écoles et des parents à voir à l'éducation des jeunes, nos recommandations sont les suivantes:

A) Ministère de l'Éducation

Que le ministère de l'Éducation procède à une enquête élaborée sur les manifestations et les causes de violence dans les écoles élémentaires et secondaires au Québec.

Que le ministère de l'Éducation en collaboration avec le ministère des Affaires sociales et le ministère de la Justice élabore des outils de travail pour les enseignants et les autres intervenants du milieu scolaire afin de permettre des interventions dans les plus brefs délais.

Qu'un programme de prévention soit élaboré en collaboration avec ces mêmes ministères dans le but de faire des interventions auprès des jeunes de l'élémentaire et des jeunes de secondaire I et II.

Que le ministère de l'Éducation engage une personne à temps plein le plus tôt possible, pour travailler spécifiquement sur le dossier violence dans les écoles dans le but:

- . d'assurer la coordination à ce niveau entre les ministères des Affaires sociales, de la Justice et de l'Éducation puisque des démarches ont déjà été entamées en ce sens;
- . pour coordonner les activités à l'intérieur même du ministère de l'Éducation;
- . pour faire circuler l'ensemble des informations sur le sujet.

Que le ministère de l'Éducation intègre au programme régulier de l'enseignement, un cours d'information et d'éducation sexuelle. En plus du contenu déjà proposé par le Ministère, on devra intégrer des éléments pour sensibiliser les jeunes aux violences à caractère sexuel et aux dangers de la prostitution.

Que le ministère de l'Éducation demande la collaboration du ministère de la Justice pour:

. la formation de policiers éducateurs qui pourraient intervenir dans les écoles au niveau de la prévention et du suivi à donner aux jeunes ayant des problèmes de comportement.

Que le ministère de l'Éducation favorise les thèses et les recherches sur la violence dans le milieu scolaire.

Que le ministère de l'Éducation collabore avec la prévention du crime à la Sûreté du Québec à Montréal, à l'élaboration de nouveaux programmes de prévention du crime en milieu scolaire, puisque ce travail est déjà commencé et que certaines personnes du ministère de l'Éducation ont montré leur intérêt pour le travail déjà fait.

Que le ministère de l'Éducation encourage fortement les commissions scolaires à donner les différents services personnels aux étudiants.

Que le ministère de l'Éducation s'occupe de réunir toute la documentation existante tant au niveau des études, des statistiques, des programmes de prévention, des pro-

grammes d'intervention et des outils de sensibilisation et que ce dernier mette à la disposition des commissions scolaires et des écoles toute cette documentation.

B) Commissions scolaires

Que les commissions scolaires fassent en sorte que les services plus ou B.C.D.* soient donnés par les professeurs tel qu'entendu selon la convention.

Que les commissions scolaires mettent en application la loi de l'Instruction publique concernant la fréquentation scolaire (Articles 256- 257- 258- 260- 261- 267- 272- 273- 274).

Que les commissions scolaires instituent pour chaque école un organisme appelé «Conseil d'orientation» tel que décrit dans la loi de l'Instruction publique à l'article 51.1. Ce dit conseil ayant pour mandat de faire des règlements relatifs à la conduite des élèves dans les écoles.

* Les services B.C.D. sont les services plus à l'élève, c'est-à-dire l'encadrement, la récupération et la surveillance. Selon la clause 8.2 de la convention collective des enseignants, la charge hebdomadaire d'enseignement comprend ces différentes fonctions.

Que chaque commission scolaire se préoccupe plus particulièrement du dossier violence dans leur école afin de favoriser des interventions qui tiennent compte de la réalité de la violence dans les écoles et afin de permettre une forme de concertation entre les différentes écoles de la commission scolaire.

Que chaque commission scolaire demande aux directeurs d'écoles de leur faire des comptes rendus réguliers des manifestations de violence présentes dans leur école.

Direction d'école

Que chaque direction d'école prenne note de toutes les manifestations de violence présentes dans leur école et qu'elle en fasse part à leur commission scolaire de façon très assidue.

ANNEXE I

LES LOIS CONCERNANT LA FREQUENTATION SCOLAIRE

Dans un article précédent⁽¹⁾, Monsieur Michel Dubois, avocat, montrait que le seul fait de ne pas fréquenter l'école ne pouvait déclencher automatiquement un processus judiciaire en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse. En effet, une bien petite proportion des cas soumis au tribunal de la jeunesse se rendent jusqu'à la phase du jugement écrit et motivé. De plus, l'auteur constatait l'existence d'appréciations divergentes dans les jugements rendus par la magistrature.

Cet état de fait explique sans doute un peu les changements à ce chapitre que propose le projet de loi no 22 modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse. Ce projet, en effet, cesse de rendre obligatoire le signalement des cas d'absentéisme scolaire et présente comme potentielle plutôt qu'assurée la situation de danger liée à cette catégorie de cas.

Loi d'exception et loi générale

On a souvent entendu dire que la Loi sur la protection de la jeunesse était une loi d'exception. Cette affir-

(1) Voir Convergence, vol. 1, no 3, décembre 1980.

mation signifie qu'avant de s'y référer celui qui veut l'utiliser doit avoir épuisé toutes les interventions sociales et avoir envisagé l'application d'une loi générale. Dans le cas de l'absentéisme scolaire, cette loi générale existe: c'est la Loi sur l'instruction publique.

Malheureusement, l'application de cette dernière loi a beaucoup varié d'un territoire scolaire à l'autre. Les raisons, à notre avis, sont diverses: réticence du tribunal à prononcer une condamnation sans que ne s'ajoute un second motif concernant la protection de l'enfant, difficulté pour les contrôleurs d'absences⁽²⁾ à intenter une poursuite judiciaire et confusion chez les intervenants provoquée par l'existence de deux lois (l'une spéciale, l'autre générale) relatives à la fréquentation scolaire obligatoire.

La nouvelle Loi sur l'instruction publique

Le 1er mars 1980, le gouvernement du Québec mettait en vigueur une nouvelle loi modifiant de plusieurs façons l'ancienne Loi de l'instruction publique. Le texte qui suit présente un résumé des dispositions relatives à la fréquentation scolaire⁽³⁾.

(2) Terme utilisé dans la loi

(3) Adaptation d'un texte du Document d'information, M.E.Q., 51-3752, janvier 1981, p 2.

- . L'article 256 établit l'âge officiel de la fréquentation scolaire obligatoire.
- . L'article 257 précise les cas d'enfants qui satisfont à l'obligation.
- . L'article 258 détermine ceux qui en sont dispensés.
- . L'article 259 (modifié) accorde le pouvoir à la commission scolaire de dispenser un enfant à certaines conditions.
- . L'article 260 empêche toute personne d'employer un enfant d'âge scolaire à moins d'une dispense.
- . L'article 261 oblige les parents à prendre les mesures pour que tout enfant fréquente l'école selon la section précitée.
- . L'article 262 (modifié) rend la commission scolaire responsable de l'application de cette même section dans le milieu scolaire.
- . Les articles 263 à 271 inclusivement ainsi que l'article 279 ont été abrogés.
- . L'article 272 (remplacé) fait obligation à la commission scolaire d'examiner tous les cas d'infractions.
- . L'article 273 (remplacé) oblige la commission scolaire à donner un avis spécial aux parents en défaut.
- . L'article 274 détermine l'amende ou la caution ainsi que les modalités pertinentes dans les cas d'infractions d'un parent.

...

- . L'article 275 (modifié) oblige la commission scolaire à intenter la poursuite judiciaire en vertu de la présente loi.
- . L'article 276 stipule la façon de déterminer l'âge d'un enfant visé par la section V.
- . L'article 277 exclut les jours de congé religieux des jours de fréquentation obligatoire.
- . L'article 278 (remplacé) détermine les responsabilités de l'enseignant et du directeur d'école.
- . L'article 280 oblige à verser au fonds de la commission scolaire le produit des amendes imposées en vertu de l'article 274.

En conclusion

Le ministère de l'Éducation a suggéré dernièrement aux commissions scolaires différentes mesures à prendre pour favoriser le bon fonctionnement d'un système de contrôle de la fréquentation scolaire et pour intenter, lorsque la situation l'exige, une poursuite judiciaire. Il est cependant difficile de prévoir si les cas qui, autrefois, échappaient à la loi seront, dans les faits, davantage forcés de s'y soumettre.

Précisons, pour terminer, que cet article n'a pour but que de fournir de l'information sur la loi. En aucune fa-

...

yon, on n'a tenté de réduire le problème fort complexe de l'absentéisme scolaire à des questions de droit ou de contrôle administratif.

Pierre Baulu
Commission des écoles catho-
liques de Montréal

PB/aa

le jeudi, 4 juin 1981

Fausse déclaration ou refus. 232. Tout chef de famille, tuteur, curateur ou gardien, qui refuse de donner au secrétaire-trésorier les renseignements prescrits par l'article 230, ou qui fait une fausse déclaration, est passible d'une amende de pas moins de cinq ni de plus de vingt-cinq dollars.
S. R. 1964, c. 235, a. 270.

§30. — *Des devoirs des commissaires et des syndics relativement à l'inspection médicale des élèves et des écoles*

Inspection médicale. 233. Les commissaires et les syndics d'écoles sont autorisés à pourvoir à l'inspection médicale de leurs élèves et de leurs écoles, sous la direction du ministre, et à faire les dépenses occasionnées par cette inspection.

Union de commissions. Deux ou plusieurs commissions scolaires peuvent s'unir pour réaliser cette inspection, après en avoir obtenu l'autorisation du ministre.

S. R. 1964, c. 235, a. 271.

SECTION V

DE LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE OBLIGATOIRE
JUSQU'À L'ÂGE DE QUINZE ANS

Obligation de fréquenter l'école. 237. Tout enfant doit fréquenter l'école chaque année tous les jours pendant lesquels les écoles publiques sont en activité suivant les règlements établis par l'autorité compétente, depuis le début de l'année scolaire suivant le jour où il a atteint l'âge de six ans jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle il a atteint l'âge de quinze ans.

S. R. 1964, c. 235, a. 272.

Fréquentation satisfaisante. 238. Sont fait à cette obligation:
1° L'enfant qui fréquente une école sous le contrôle d'une commission scolaire ou toute autre école organisée sous l'empire des lois du Québec;

2° Celui qui reçoit à domicile un enseignement efficace.

S. R. 1964, c. 235, a. 273.

Exemptions. 239. Est dispensé de cette obligation:
1° L'enfant qui est empêché de fréquenter l'école par maladie ou infirmité;

2° Celui qui a été expulsé de l'école publique suivant la loi et les règlements scolaires;

3° Tout enfant âgé de moins de dix ans et résidant à une distance de plus de trois kilomètres, par le chemin le plus court, de l'école publique la plus rapprochée à laquelle il a droit d'être admis, de même que tout enfant qui réside à plus de cinq kilomètres, par le chemin le plus court, de l'école publique la plus rapprochée à laquelle il a droit d'être admis, si dans l'un et l'autre cas, la commission scolaire ne pourvoit pas au transport gratuit des enfants à l'école.

S. R. 1964, c. 235, a. 274; 1977, c. 60, a. 35.

Dispense accordée par
contrôleur d'absences.

255. Le contrôleur d'absences de la municipalité peut, sur la demande écrite du père, de la mère, du tuteur ou gardien d'un enfant, dispenser ce dernier de l'obligation de fréquenter l'école pour une ou plusieurs périodes n'excédant pas en tout six semaines par année scolaire lorsque les services de cet enfant sont requis pour les travaux de la ferme ou pour des travaux urgents et nécessaires à la maison ou pour le soutien de cet enfant ou de ses parents.

Certificat

La dispense est accordée par un certificat en relatant les motifs.

S. R. 1964, c. 235, a. 275.

Emploi prohibé.

256. Durant les heures de classe des écoles publiques, nul ne doit, sous peine d'une amende n'excédant pas vingt dollars, employer un enfant avant la fin de l'année scolaire au cours de laquelle cet enfant a atteint l'âge de quinze ans, à moins qu'une dispense n'ait été accordée en vertu de l'article 259.

S. R. 1964, c. 235, a. 276.

Obligation des parents.

257. Le père, la mère, le tuteur ou gardien de chaque enfant obligé par la présente section de fréquenter l'école, doivent faire en sorte que cet enfant satisfasse à cette obligation tous les jours de classe.

S. R. 1964, c. 235, a. 277.

Contrôleurs d'absences.

258. Toute commission scolaire doit nommer un ou plusieurs contrôleurs d'absences qui doivent surveiller l'observance de la présente section dans la municipalité scolaire pour laquelle ils sont nommés.

S. R. 1964, c. 235, a. 278.

Contrôleurs d'absences.

259. Avec l'autorisation écrite du ministre, deux ou plusieurs

commissions scolaires peuvent nommer le même contrôleur d'absences.

S. R. 1964, c. 235, a. 279.

Nomination, rémunération

200. La nomination d'un contrôleur d'absences et la fixation de sa rémunération sont faites par résolution dont copie doit être transmise, dans les quinze jours, au ministre.

S. R. 1964, c. 235, a. 280.

Nomination annuelle.
Vacances.

201. La nomination d'un contrôleur d'absences doit être faite chaque année avant le premier septembre et toute vacance doit être remplie dans les quinze jours de la date où elle survient.

S. R. 1964, c. 235, a. 281.

Nomination par ministre.

202. Si la nomination d'un contrôleur d'absences n'est pas faite dans le délai prescrit, le ministre nomme un contrôleur d'absences et fixe sa rémunération, laquelle est payable par la commission scolaire en défaut.

S. R. 1964, c. 235, a. 282.

Inéligibilité.

203. Nul commissaire ou syndic d'écoles, nul instituteur ne peut être nommé contrôleur d'absences, mais le secrétaire-trésorier peut être, en même temps, contrôleur d'absences.

S. R. 1964, c. 235, a. 283.

Rapports.

204. Tout contrôleur d'absences doit faire à la commission scolaire un rapport mensuel et, au ministre, un rapport annuel, selon les formules prescrites par ce dernier.

S. R. 1964, c. 235, a. 284.

Direction.

205. Tout contrôleur d'absences doit accomplir ses devoirs sous la direction de l'inspecteur d'écoles et du ministre.

S. R. 1964, c. 235, a. 285.

Pouvoirs du contrôleur
d'absences.

206. Tout contrôleur d'absences est, pour les fins de la présente section, investi des pouvoirs d'un constable. Il peut, sans mandat, entrer dans les établissements industriels ou commerciaux, lieux d'amusements ou terrains de jeux où des enfants, tenus par la présente section de fréquenter l'école, peuvent être employés ou rassem-

districts, devant un juge de la Cour provinciale ayant juridiction à l'endroit où l'infraction a été commise.

S. R. 1964, c. 235, a. 291; 1965 (1^{re} sess.), c. 17, a. 2; 1965 (1^{re} sess.), c. 67, a. 13.

Âge présumé. 277C. Dans toute poursuite pour infraction aux dispositions de la présente section, l'âge de l'enfant sera, à moins de preuve contraire, censé être celui qu'indique son apparence.

S. R. 1964, c. 235, a. 292.

Fête religieuse. 277D. Aucune poursuite ne sera intentée par suite de l'absence d'un enfant de l'école pendant une journée considérée comme un jour de fête par l'église ou congrégation religieuse à laquelle il appartient.

S. R. 1964, c. 235, a. 293.

Liste des enfants absents ou expulsés. 277E. L'instituteur ou le directeur de toute école doit, chaque semaine pendant que l'école est en activité, donner au contrôleur d'absences, les nom et prénom, âge et adresse de tous les enfants inscrits à cette école et qui en ont été absents ou expulsés et fournir, sur demande, tous autres renseignements que le contrôleur d'absences exige.

S. R. 1964, c. 235, a. 294.

Peine pour négligence. 277F. Tout secrétaire-trésorier, contrôleur d'absences, instituteur ou directeur d'écoles qui refuse ou néglige d'accomplir les devoirs qui lui sont imposés par la présente section, de même que toute personne qui met obstacle à l'accomplissement de tels devoirs, sont passibles, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas vingt dollars.

S. R. 1964, c. 235, a. 295.

Emploi des amendes. 277G. Les amendes imposées en vertu de la présente section sont versées au fonds local de la commission scolaire concernée.

S. R. 1964, c. 235, a. 296.

bles et il peut, sans mandat, appréhender et conduire à l'école tout enfant tenu de fréquenter l'école et qui en est absent.

S. R. 1964, c. 235, a. 286.

Liste des enfants.

272. Le secrétaire-trésorier est tenu de fournir au contrôleur d'absences et de communiquer, sur demande, à l'inspecteur d'écoles, la liste de tous les enfants domiciliés dans la municipalité et tenus de fréquenter l'école, d'après le recensement annuel.

S. R. 1964, c. 235, a. 287.

Examen des infractions.

273. Le contrôleur d'absences doit examiner tous les cas d'infractions à la présente section qui sont à sa connaissance ou qui lui sont signalés par l'inspecteur d'écoles, un instituteur ou un directeur d'écoles ou un contribuable.

S. R. 1964, c. 235, a. 288.

Avis spécial.

274. Le contrôleur d'absences doit user de persuasion et s'il ne réussit pas de cette manière, il doit donner au père, à la mère, au tuteur ou gardien de l'enfant absent de l'école et tenu de la fréquenter, un avis spécial.

S. R. 1964, c. 235, a. 289.

Amende pour parents.

275. Le père, la mère, le tuteur ou gardien qui ayant reçu l'avis visé à l'article 273, ne fait pas en sorte que son enfant tenu de fréquenter l'école y soit présent tous les jours de classe, est passible sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus vingt dollars pour chaque infraction.

Cauton au lieu d'amende.

Le père ou le tuteur peut, au lieu d'imposer une amende, exiger d'une personne trouvée coupable de l'infraction prévue au présent article, qu'elle souscrive avec une ou plusieurs cautions, une obligation de payer une somme n'excédant pas cent dollars si l'enfant y désigné ne fréquente pas l'école suivant les prescriptions de la présente section.

S. R. 1964, c. 235, a. 290.

Poursuites par contrôleur ou inspecteur.

276. La poursuite prévue à l'article 274 est intentée par le contrôleur d'absences ou par l'inspecteur d'écoles, lequel peut également donner l'avis spécial prévu à l'article 273.

Juridiction.

Dans les districts où il y a une Cour de bien-être social, cette poursuite est intentée devant un juge de cette cour et, dans les autres

INSTRUCTION PUBLIQUE

§14. — *Des pouvoirs du Conseil des commissaires et du comité exécutif*

Pouvoirs et obligations.	104. Le Conseil des commissaires possède les droits et pouvoirs et est assujéti aux obligations que la présente loi confère aux commissaires d'écoles. 1971, c. 67, a. 42.
Délégation de pouvoirs, obligations. Application des règlements.	105. Le Conseil des commissaires peut, par règlements, déléguer certains de ses droits, pouvoirs et obligations au comité exécutif. Ces règlements doivent être soumis à l'approbation du ministre et n'entrent en vigueur qu'à compter du jour de cette approbation. 1971, c. 67, a. 42; 1971, c. 68, a. 2.
Administration.	106. L'administration courante de la commission scolaire relève du comité exécutif qui exerce en outre les autres pouvoirs qui lui sont conférés par les règlements visés à l'article 185. 1971, c. 67, a. 42.
Délégation de pouvoirs, obligations. Directeur général. Approbation de règlements.	107. Le Conseil des commissaires peut, par règlements, déléguer certains de ses droits, pouvoirs et obligations au directeur général, au directeur général adjoint et au personnel de cadre visés à l'article 191. Les droits, pouvoirs et obligations ainsi délégués au directeur général adjoint et au personnel de cadre s'exercent sous la direction du directeur général. Ces règlements doivent être soumis à l'approbation du ministre et n'entrent en vigueur qu'à compter du jour de cette approbation. 1971, c. 67, a. 42.
Nombre de sessions.	108. Le Conseil des commissaires doit tenir au moins quatre sessions par année; le comité exécutif doit tenir au moins deux réunions par mois. 1971, c. 67, a. 42.
Devoirs. Engagement d'instituteurs.	§15. — <i>Des pouvoirs et des devoirs des commissaires et des syndics relativement à l'administration des écoles</i> 109. Il est du devoir des commissaires et des syndics d'écoles: 1° D'engager, pour enseigner dans les écoles sous leur contrôle, des instituteurs et des institutrices ayant les qualités requises par la

Destitution des instituteurs.	loi, mais ils ne peuvent engager comme instituteur ou institutrice le conjoint d'un membre de la commission scolaire;
	2° De résilier l'engagement des personnes occupant une fonction pédagogique ou éducative pour cause d'incapacité, de négligence à remplir leurs devoirs, d'insubordination, d'inconduite ou d'immoralité, après mûre délibération, à une session convoquée à cette fin;
Cours d'étude.	3° De prendre les mesures nécessaires pour que les cours du niveau de la première année à celui de la onzième inclusivement, adoptés ou reconnus pour les écoles publiques catholiques ou protestantes ou autres, selon le cas, soient dispensés à tous les enfants domiciliés dans le territoire soumis à leur compétence s'ils sont jugés aptes à suivre ces cours et désireux de s'y inscrire, en conformité des dispositions de la Charte de la langue française (chapitre C-11). À cette fin, les commissaires ou les syndics d'écoles doivent prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes, à savoir, organiser ces cours dans leurs écoles ou se prévaloir des dispositions des articles 423 à 447 ou 450;
Cours d'études.	4° De s'assurer que les cours d'études dispensés dans leurs écoles sont conformes aux programmes d'études et aux règlements édictés ou approuvés pour les écoles publiques catholiques, protestantes ou autres, selon le cas;
Manuels autorisés.	5° D'exiger que, dans les écoles sous leur contrôle, on ne se serve que des manuels et du matériel didactique autorisés;
Règle des écoles.	6° De faire des règlements pour la régie de leurs écoles et de les communiquer, par écrit, aux instituteurs sous leur contrôle;
Examen.	7° De fixer l'époque où l'examen public annuel doit avoir lieu, et d'y assister;
Hygiène.	8° De faire et mettre à exécution des règlements concernant l'hygiène dans les écoles, pourvu que ces règlements ne soient pas contraires à ceux décrétés par le gouvernement en vertu de la Loi de l'hygiène publique (Statuts révisés du Québec, 1964, chapitre 161);
Visite des écoles.	9° De nommer deux ou un plus grand nombre d'entre eux pour visiter chacune des écoles sous leur contrôle, au moins une fois tous les six mois, lesquels doivent faire rapport à la commission scolaire dont ils font partie sur l'état des maisons d'école, la manière dont les règlements scolaires sont observés, les progrès des élèves, le caractère et la capacité des instituteurs, et autres choses relatives à la régie des écoles;
Comptes.	10° De suivre, quant aux registres tenus par leur secrétaire-trésorier, les instructions générales ou particulières qui leur sont données par le ministre;
Rapport statistique.	11° De faire préparer chaque année, un rapport statistique d'après les formules fournies à cet effet et les transmettre au ministre avant le trente et un août;
Procès-verbaux.	12° De faire inscrire, dans un registre affecté à cet objet, les procès-verbaux de leurs séances qui doivent être signés par le président

et par leur secrétaire-trésorier, conformément aux dispositions de l'article 182; (Voir formule 10);

Livres de comptes;

13° De tenir des livres de comptes de la manière et suivant les formules déterminées par le ministre;

Rapport financier;

14° De faire préparer chaque année un rapport financier d'après les formules fournies à cet effet et de le transmettre au ministre avant le trente et un août;

Différends;

15° De régler tous les différends qui peuvent s'élever, relativement aux écoles de leur municipalité, entre les parents ou les enfants et les instituteurs;

Renvoi d'élèves;

16° De renvoyer de l'école les élèves habituellement insubordonnés ou dont la conduite est immorale en paroles ou en actions;

Paiement des instituteurs;

17° De payer leurs instituteurs à l'époque stipulée au contrat d'engagement ou à la convention collective les régissant, ou à défaut d'une telle stipulation à l'expiration de chaque mois d'enseignement.

S. R. 1964, c. 235, a. 203; 1966-67, c. 62, a. 1; 1969, c. 67, a. 2; 1969, c. 9, a. 2; 1971, c. 67, a. 43; 1974, c. 6, a. 109; 1977, c. 5, a. 218.

Arbitrage des griefs.

200. Toute personne qui occupe une fonction pédagogique ou éducative et qui est congédiée en vertu du paragraphe 2° de l'article 189 peut soumettre son grief à l'arbitrage suivant la procédure prescrite dans la convention collective régissant les parties, ou, à défaut de telle convention ou si elle n'y pourvoit pas, suivant les articles 100 à 102 du Code du travail.

Étude des raisons du congédiement.

Le conseil d'arbitrage saisi du grief détermine si la procédure prescrite pour le congédiement a été suivie et si les raisons alléguées par la commission scolaire au soutien de ce congédiement constituent l'une des causes de résiliation prévues au paragraphe 2° de l'article 189.

Annulation du congédiement.

Le conseil d'arbitrage peut annuler la décision de la commission scolaire si la procédure prescrite n'a pas été suivie ou si les motifs de congédiement ne sont pas fondés, ordonner la réintégration dans ses fonctions de la personne en cause et déterminer, s'il y a lieu, le montant de la compensation auquel elle a droit.

1969, c. 67, a. 3.

Directeur général,
secrétaire général.

201. Le Conseil des commissaires nomme un directeur général et sous la direction de ce dernier, un directeur général adjoint et un secrétaire général.

Personnel.

Il nomme également sous la direction du directeur général le personnel de cadre et de gérance et tout autre personnel requis pour l'administration.

RemplACEMENT.

En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du directeur général, le directeur général adjoint en exerce les fonctions et pouvoirs.

Personnes éligibles.

Le directeur général et le directeur général adjoint peuvent être

CODE CRIMINEL

S.R.C. 1970, chap. C-34

Modifié en conformité des Lois du Parlement du Canada
S.R.C. 1970, cc. 11 et 44 (1^{re} supp.), c. 2 (2^e supp.); 1972 cc. 13 et 17
1973 Bill C-2 et Bill C-176 (cc. 38 et 50)

et

LOIS CONNEXES

par

Lise Saintonge-Poittevin
du barreau de Montréal

CRIMINAL CODE

R.S.C. 1970, Chap. C-34

Amended by Acts of the Parliament of Canada
R.S.C. 1970, cc. 11 and 44 (1st Supp.), c. 2 (2nd Supp.); 1972 cc. 13 and 17
1973 Bill C-2 and Bill C-176 (cc. 38 and 50)

and

RELATED STATUTES

by

Lise Saintonge-Poittevin
of the Bar of Montreal

WILSON & LAFLUR LIMITÉE

39 ouest, rue Notre-Dame
Montréal H2Y 1S5

Bibliothèque

Contestations

lawfully assisting him or acting under his authority to prevent his entry or to remove him, shall be deemed to commit an assault without justification or provocation. 1953-54, c. 51, s. 41

ou par quiconque prête légalement main-forte à cette personne ou agit sous son autorité, de l'empêcher d'entrer ou tente de l'éloigner, est réputé avoir commis des voies de fait sans justification ni provocation. 1953-54, c. 51, art. 41

Assault on
right to house or
real property

42. (1) Every one is justified in peaceably entering a dwelling-house or real property by day to take possession of it if he, or some person under whose authority he acts, is lawfully entitled to possession of it.

42. (1) Toute personne est fondée à entrer paisiblement de jour dans une maison d'habitation ou sur un bien immeuble pour en prendre possession si elle-même, ou quelqu'un sous l'autorité de qui elle agit, a légalement droit à cette possession.

Reconstitution
d'un droit à une
maison ou à un
bien immeuble

Assault on basis
of lawful entry

(2) Where a person

(2) Lorsqu'une personne

(a) not having peaceable possession of a dwelling-house or real property under a claim of right; or

(a) qui n'a pas la possession paisible d'une maison d'habitation ou d'un bien immeuble en vertu d'un droit invoqué; ou

(b) not acting under the authority of a person who has peaceable possession of a dwelling-house or real property under a claim of right;

(b) qui agit sous l'autorité d'une personne ayant la possession paisible d'une maison d'habitation ou d'un bien immeuble en vertu d'un droit invoqué;

assaults a person who is lawfully entitled to possession of it and who is entering it peaceably by day to take possession of it, for the purpose of preventing him from entering, the assault shall be deemed to be without justification or provocation.

se porte à des voies de fait contre une personne, ayant légalement droit à la possession de cette maison ou de ce bien immeuble, y entre paisiblement de jour pour en prendre possession, en vue de l'empêcher d'entrer, les voies de fait sont réputées sans justification ni provocation.

Voies de fait
statuées par
la Loi sur
l'accès à la
propriété

Threatened
possessory
assault

(3) Where a person

(3) Lorsqu'une personne

(a) having peaceable possession of a dwelling-house or real property under a claim of right; or

(a) qui est en possession paisible d'une maison d'habitation ou d'un bien immeuble, en vertu d'un droit invoqué; ou

(b) acting under the authority of a person who has peaceable possession of a dwelling-house or real property under a claim of right;

(b) qui agit sous l'autorité d'une personne ayant la possession paisible d'une maison d'habitation ou d'un bien immeuble en vertu d'un droit invoqué;

assaults any person who is lawfully entitled to possession of it and who is entering it peaceably by day to take possession of it, for the purpose of preventing him from entering, the assault shall be deemed to be provoked by the person who is entering. 1953-54, c. 51, s. 42

se porte à des voies de fait contre une personne qui a également droit à la possession de la maison d'habitation ou du bien immeuble et qui y entre paisiblement de jour pour en prendre possession afin de l'empêcher d'entrer, les voies de fait sont réputées provoquées par la personne qui entre. 1953-54, c. 51, art. 42

Voies de fait
provoquées par
l'agresseur

Protection of Persons in Authority

Protection des personnes exerçant l'autorité

Correction of
child by force

43. Every schoolteacher, parent or person standing in the place of a parent is justified in using force by way of correction toward a pupil or child, as the case may be, who is under his care, if the force does not exceed what is reasonable under the circumstances.

43. Tout instituteur, père ou mère, ou toute personne qui remplace le père ou la mère, est fondé à employer la force pour corriger un élève ou un enfant, selon le cas, confié à ses soins, pourvu que la force ne dépasse pas la mesure raisonnable dans les

Discipline des
enfants

1953-54, c. 51, s. 43

circonstances 1953-54, c. 51, art. 43

serge of ship
captain

44. The master or officer in command of a vessel on a voyage is justified in using as much force as he believes, on reasonable and probable grounds, is necessary for the purpose of maintaining good order and discipline on the vessel. 1953-54, c. 51, s. 44.

44. Le capitaine, patron ou commandant d'un navire en voyage est fondé à employer la force dans la mesure que, sur des motifs raisonnables et probables, il croit nécessaire pour maintenir le bon ordre et la discipline à bord du navire. 1953-54, c. 51, art. 44.

Discipline à
bord d'un navires. 45
opération

45. Every one is protected from criminal responsibility for performing a surgical operation upon any person for the benefit of that person if

45. Toute personne est à couvert de responsabilité criminelle lorsqu'elle pratique sur une autre, pour le bien de cette dernière, une opération chirurgicale.

Opérations
chirurgicales

- (a) the operation is performed with reasonable care and skill, and
- (b) it is reasonable to perform the operation, having regard to the state of health of the person at the time the operation is performed and to all the circumstances of the case. 1953-54, c. 51, s. 45.

- a) si l'opération est pratiquée avec des soins et une habileté raisonnables, et
- b) s'il est raisonnable de pratiquer l'opération, étant donné l'état de santé de la personne au moment de l'opération et toutes les autres circonstances de l'espèce. 1953-54, c. 51, art. 45.

PART II

PARTIE II

OFFENCES AGAINST PUBLIC ORDER

INFRACTIONS CONTRE L'ORDRE PUBLIC

*Treason and other Offences against the Queen's Authority and Person**Trahison et autres infractions contre l'autorité et la personne de la reine*

high treason

46. (1) Every one commits high treason who, in Canada,

46. (1) Commet une haute trahison quiconque, au Canada,

Haute
trahison

- (a) kills or attempts to kill Her Majesty, or does her any bodily harm tending to death or destruction, maims or wounds her, or imprisons or restrains her;
- (b) levies war against Canada or does any act preparatory thereto; or
- (c) assists an enemy at war with Canada, or any armed forces against whom Canadian Forces are engaged in hostilities whether or not a state of war exists between Canada and the country whose forces they are.

- a) tue ou tente de tuer Sa Majesté, ou lui cause quelque lésion corporelle tendant à la mort ou destruction, ou l'estropie ou la blesse, ou l'emprisonne ou la détient;
- b) fait la guerre contre le Canada ou accomplit un acte préparatoire à une telle guerre;
- c) aide un ennemi en guerre contre le Canada, ou des forces armées contre lesquelles les Forces canadiennes sont engagées dans des hostilités, qu'un état de guerre existe ou non entre le Canada et le pays auquel ces autres forces appartiennent.

treason

(2) Every one commits treason who, in Canada,

(2) Commet une trahison quiconque, au Canada,

Trahison

- (a) uses force or violence for the purpose of overthrowing the government of Canada or a province;
- (b) without lawful authority, communicates or makes available to an agent of a state other than Canada, military or scientific information or any sketch, plan, model, article, note or document of a military or scientific character that he

- a) recourt à la force ou à la violence en vue de renverser le gouvernement du Canada ou d'une province;
- b) sans autorisation légitime, communique à un agent d'un État autre que le Canada, ou met à la disposition d'un tel agent, des renseignements d'ordre militaire ou scientifique ou quelque croquis, plan, modèle, article, note ou document

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LEGISLATURE

SIXIÈME SESSION

Projet de loi n° 89

**Loi instituant un nouveau Code civil et
portant réforme du droit de la famille**

Première lecture le 5 mars 1980

Deuxième lecture le 8 décembre 1980

Troisième lecture le 19 décembre 1980

Sanctionné le 19 décembre 1980

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1980

Projet de loi n° 89

Loi instituant un nouveau Code civil et
portant réforme du droit de la famille

CONSIDÉRANT qu'en 1955, la Législature décidait de confier à un juriste la révision générale du Code civil du Bas-Canada;

CONSIDÉRANT qu'en 1960, la Législature décidait que le rapport de ce juriste servirait de base à la préparation d'un projet définitif de nouveau Code civil;

CONSIDÉRANT que le rapport de ce juriste a été déposé à l'Assemblée nationale le 20 juin 1978;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'instituer un nouveau Code civil, mais qu'il importe d'échelonner l'adoption de ses différentes parties en raison de l'ampleur des réformes proposées et des études qu'elles requièrent;

CONSIDÉRANT qu'il est par ailleurs opportun de procéder d'abord à la réforme du droit de la famille;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

I. Il est institué un Code civil du Québec dont le Livre deuxième se lit comme suit:

-LIVRE DEUXIEME

-DE LA FAMILLE

-TITRE PREMIER

-DU MARIAGE

-CHAPITRE PREMIER

-DES CONDITIONS REQUISES POUR CONTRACTER MARIAGE

-**100.** Le mariage requiert le consentement libre et éclairé des futurs époux.

-**101.** Le consentement au mariage consiste dans la volonté qu'expriment un homme et une femme de se prendre pour époux.

-**102.** On ne peut contracter mariage avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans.

-**103.** Une dispense d'âge peut être accordée par le tribunal, pour motif sérieux, lorsque le futur conjoint est âgé d'au moins seize ans.

Le titulaire de l'autorité parentale et, le cas échéant, le tuteur et les personnes qui ont la garde du mineur doivent être appelés à donner leur avis.

Le mineur peut demander seul la dispense d'âge.

-**104.** On ne peut contracter un nouveau mariage avant l'annulation ou la dissolution du précédent.

-**105.** On ne peut contracter mariage avec un ascendant ou un descendant ni avec un frère, une sœur ou un de leurs enfants au premier degré.

On ne peut non plus contracter mariage entre alliés en ligne directe.

-**106.** En cas d'adoption, le tribunal peut, suivant les circonstances, permettre un mariage en ligne collatérale.

Le tribunal fixe le montant de la pension que doit payer chacun des débiteurs poursuivis ou mis en cause.

-**642.** Le jugement qui accorde des aliments, que ceux-ci soient indexés ou non, est sujet à révision chaque fois que les circonstances le justifient.

-**643.** On peut réclamer des aliments pour des besoins existants avant la demande.

Cependant, ces aliments ne peuvent être alors accordés, pour une période d'au plus douze mois, que si le créancier s'est trouvé, en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt ou qu'à compter du jour où le débiteur avait été mis en demeure.

-**644.** Le débiteur de qui on réclame des arrérages peut opposer un changement dans sa condition ou celle de son créancier survenu depuis le jugement et être libéré de tout ou partie de leur paiement.

Cependant, lorsque les arrérages réclamés sont dus depuis plus de six mois, le débiteur ne peut être libéré de leur paiement que s'il démontre qu'il lui a été impossible d'exercer ses recours pour obtenir une révision du jugement fixant la pension alimentaire.

-TITRE CINQUIÈME

-DE L'AUTORITÉ PARENTALE

-**645.** L'enfant, à tout âge, doit respect à ses père et mère.

-**646.** L'enfant reste sous l'autorité de ses père et mère jusqu'à sa majorité ou son émancipation.

-**647.** Les père et mère ont, à l'égard de leur enfant, le droit et le devoir de garde, de surveillance et d'éducation.

Ils doivent nourrir et entretenir leur enfant.

-**648.** Les père et mère exercent ensemble l'autorité parentale.

Si l'un d'eux décide, est déchu de l'autorité parentale ou n'est pas en mesure de manifester sa volonté, l'autorité est exercée par l'autre.

-**649.** Le titulaire de l'autorité parentale peut déléguer la garde, la surveillance ou l'éducation de l'enfant.

-650. Le mineur non émancipé ne peut, sans le consentement du titulaire de l'autorité parentale, quitter la demeure familiale.

-651. Le titulaire de l'autorité parentale a sur l'enfant un droit de correction modérée et raisonnable.

-652. À l'égard des tiers de bonne foi, le père ou la mère qui accomplit seul un acte d'autorité à l'égard de l'enfant est présumé agir avec l'accord de l'autre.

-653. En cas de difficultés relatives à l'exercice de l'autorité parentale, le titulaire de l'autorité parentale peut saisir le tribunal qui statuera dans l'intérêt de l'enfant après avoir favorisé la conciliation des parties.

-654. Le tribunal peut, pour un motif grave et dans l'intérêt de l'enfant, prononcer, à la demande de tout intéressé, la déchéance totale ou partielle de l'autorité parentale à l'égard des père et mère, de l'un d'eux ou du tiers à qui elle aurait été attribuée.

-655. Le tribunal peut, au moment où il prononce la déchéance, désigner la personne qui exercera l'autorité parentale ou décider de prendre l'avis du conseil de famille avant de procéder à cette désignation ou, si l'intérêt de l'enfant l'exige, à la nomination d'un tuteur.

-656. La déchéance s'étend à tous les enfants mineurs déjà nés au moment du jugement, à moins que le tribunal n'en décide autrement.

-657. La déchéance peut emporter pour l'enfant, si des circonstances exceptionnelles le justifient, dispense de l'obligation alimentaire.

-658. Le père ou la mère qui a fait l'objet d'une déchéance peut obtenir, en justifiant de circonstances nouvelles, que lui soient restituées les droits dont il avait été privé, sous réserve des dispositions relatives à l'adoption.

-659. Les père et mère ne peuvent sans motifs graves faire obstacle aux relations personnelles de l'enfant avec ses grands-parents.

À défaut d'accord entre les parties, les modalités de ces relations sont réglées par le tribunal.

2. Le Code civil du Bas-Canada est modifié en ajoutant, après l'article 7, le suivant:

ANNEXE V

LISTE DES INDEX CONSULTÉS

Alternative Press Index (1975-1979)
British Education Index (1973-1979)
Bulletin Signalitique (soc.-ethnologie) (1970-1980)
Bulletin Signalitique (éducation) (1970-1980)
Eric (1970-1980)
Periodex (1973-1980)
Psychological Abstracts (1970-1980)
Radar (1974-1979)
Répertoire Canadien sur l'Éducation (1974-1979)
Sociology of Education Abstracts (1974-1979)
Sociological Abstracts (1970-1980)
Women Studies Abstracts (1972-1979)

BIBLIOGRAPHIE

American Association of School Administrators. Eric Document Resumes on school vandalism and violence. Eric abstract series, number 36, (1976). 23 p.

CAUSES ET SOLUTIONS

BAYH, Birch. "Seeking solutions to school violence and vandalism". Phi Delta Kappan. (January 1978). Vol. 59, no 5. Pages 299-302.

BINYON, Michael. "Pupil violence costs 600 m. dollars a year". Times educational supplement, no 3163, (16 janvier 1976). p. 17.

CSIKSZENTMIHALYI, Mihaly et Larson REED. "Intrinsic Rewards in school crime". Crime & Delinquency. Vol. 24, no 3. (July 1978). Pages 322-335.

DARLING-HAMMOND, Linda. "Student violence and vandalism: Some answers to a serious problem". Avril 1979. 11 p. Paper presented at the annual meeting of the National School Boards Association (39 th. Miami Beach, Florida). April 21-24, 1979.

DEAVER, Philip. Violence and vandalism in the schools: the problem and how to address it. 1976. 64 p. National Community Education Association School violence committee.

DUKE, Daniel L. "Student behavior, the depersonalization of blame, and the society of victims". Journal of educational thought. Vol. 12, no 1, (1973). Pages 3-18.

FREASE, Deaw E. "Delinquency, social class, and the schools". Sociology and social research. Vol. 57, no 4, (1973). Pages 443-459

GLASSER, William. "Disorder in our schools: causes and remedies". Phi Delta Kappan. Vol. 59, no 5. (January 1978). Pages 331-333.

LESSEN, Philip. "Social science and educational policy the case of school violence". Urban Education. Vol. 12, no 4. (Janvier 1978). Pages 389-410.

MONNERET, Hélène. "La violence à l'école. Ses manifestations en France et ses causes". Psychologie. No 107. (Décembre 1978). Pages 56-60.

RUBEL, Robert J., ed. "Identifying your school's crime problems: simple steps that precede costly action". College Park, Maryland: Institute for reduction of crime, 1978. 22 p.

TAYLOR, Richard and Pritchard COLIN. "Perceptions of violence in schools". Therapeutic Education. Vol. 6, no 2. (1978). Pages 4-11.

(ANONYME). "Schoolyard violence blamed on television". The Montreal star. (Thursday, June 18, 1977).

(ANONYME). "Violence in the schools: Everybody has solutions, and on the next ten pages, everybody offers them". American School Board Journal. Vol. 162, no 1. (January 1975). Pages 27-37.

HISTORIQUE

RUBEL, Robert J. "Student violence and crime in secondary schools from 1950 to 1975: an historical view". Criminal Justice Abstracts. Vol. 9, no 4. (1977). Pages 527-542.

STALFORD, Charles B. "Historical Perspectives on disruption and violence in schools". Paper presented at the annual meeting of the American Educational Research Association. New York, April 4-8, 1977. 18 p.

LE VANDALISME

BAXTER, James C. and Pablant PAVEL. "Environmental Correlates of school vandalism". American Institute of Planners Journal. (July 1975). Pages 271-279.

DUHAMEL, Alain. "Les autorités se sont-elles trop facilement résignées au vandalisme?". Le Devoir, (mardi, 1^{er} août 1978).

GAGNON, Lysiane. "Education - si les vandals avaient raison". L'actualité. Vol. 3, no 9. (Septembre 1978). P. 12.

HNATYSHYN, Ray. "Vandalism said directly related to ty violence". Saskatchewan Bulletin. Vol. 43, no 18, (10 juin 1977). P. 4.

HOWARD, James L. "Factors in school vandalism". Journal of research and development in Education. Vol. 11, no 2, (1978). Pages 53-63.

KOCH, E. L. "Strategies for coping with school vandalism". Alberta school trustees. Vol. 45, no 1. (Mars 1975). Pages 3-4.

MCCUTCHEON, W. W. "Problem of wilful damage to schools". (bib.). Ontario Education. Vol. 9, no 1. (Janvier - Février 1977). Pages 20-23.

ROBERGE, Huguette. "Des récompenses pour contrer le vandalisme dans les écoles". La Presse, Montréal, (mardi 25 septembre 1979).

ROBERT, Gill. "Le vandalisme pèse lourd sur les administrateurs scolaires". Revue information. Vol. 18, no 5. (Janvier 1978). Pages 16-18.

ROY, Mario. "Epouvantable saccage d'une école à Dolbeau". Le Quotidien, (8 janvier 1980).

SCHOOT, C. J. "School vandalism in Alberta: a status study". Alberta school trustees. Vol. 45, no 4. (Décembre 1975). Pages 26-68.

TEASDALE, Jacques. "Stratégie pour vaincre le vandalisme dans les écoles". Dimanche-Matin, Montréal, (11 novembre 1979).

TROSS, Michael. "Report on vandalism". Ontario Education. Vol. 9, no 5, (1977). Pages 16-23.

VANDENHAZEL, Bessel J. "School vandalism requires community action". Ontario Education. Vol. 10, no 1. (Janvier - Février 1978). Pages 22-24.

WHITE, James and Anita, FALLIS. Vandalism Prevention programs used in Ontario Schools. Ministry of Education, Ontario, 1980. 82 p.

WHITE, James and Anita FALLIS. School vandalism: problems and responses. Ministry of Education, Ontario, 1979. 67 p.

(ANONYME). "A la commission scolaire catholique de Sherbrooke. Le vandalisme aura coûté \$16,014.00 en 1979". La Tribune, (16 janvier 1980).

(ANONYME). "L'école Morrissette inondée et saccagée". La Tribune, (26 janvier 1980).

(ANONYME). "Saccage d'une école". Le Quotidien, (10 mars 1980).

(ANONYME). "School vandalism: a critical and costly issue". Education Manitoba. Vol. 3, no 9. (Mai 1977). P. 3.

(ANONYME). "Vandal Factors complex, but money talks: charging parents makes a lot of difference". St-John's Edmonton Report. Vol. 5, no 22, (5 mai 1978). Pages 31-32.

(ANONYME). "Vandalism: school break - ins on decrease - thanks to photo electric eye". St-John's Edmonton Report. Vol. 6, no 16 (23 mars 1979). Pages 25-26.

LES CHATIMENTS CORPORELS

BEAUMONT, Michel. "A-t-on le droit d'infliger des châtiments corporels?". La revue scolaire. Vol. 29, no 6. (Juillet - Août 1979). Pages 20-21.

STARR, J. W. "Discipline and corporal punishment in schools: a longitudinal study of the attitudes of a group of student and probationary teachers". Research in education. No 19. (1972).

(ANONYME). "Un intercom indiscret". Le Soleil, Québec, (lundi, 10 décembre 1979).

LES VICTIMES

BLYTH, Dale A. and others. Another look at school crime: student as victim. March 1978. 29 p. Paper presented at the annual meeting of the American Educational Research Association. Toronto, Ontario (March 27-31, 1978).

COOKSON, Clive. "Classroom crime rate reaches peak and heads downwards". Time Educational Supplement. No 3274, (24 mars 1978). P. 10.

Mc DERMOTT, M. Joan. Criminal Victimization in urban schools. Applications of the National crime survey victimization and attitude data. Criminal Justice Research Center. Albany, New-York, 1979. 56 p.

(ANONYME). Annual report of the school safety committee for the 1976-1977 school year. August 1977. 40 p.

OUVRAGES GENERAUX

BAYH, Birch. "School violence and vandalism: problems and solutions". Journal of research and development in Education. Vol. 11, no 2. (1978). Pages 3-7.

BRODBELT, Samuel. "The epidemic of school violence". Clearinghouse. Vol. 5, no 18. (April 1978). Pages 383-388.

JOSLOW, Carol K. "Violence in the schools". National Inst. of Education. Washington. 1978. 53 p.

LALANCETTE, Gilles. "Comités sur la violence dans les écoles". Le Quotidien, Chicoutimi, (jeudi, 29 novembre 1979).

LOWENSTEIN, L. F. Violence in schools and its treatment. Published by the National Association of Schoolmasters. Hemel Hempstead, Herts. 1972. 38 p.

(ANONYME). National School Public Relations Association. Violence and vandalism current trends in school policies and program. Shirley Boes Neill et Al. Arlington, Va. 1975. 80 p.

(ANONYME). National School Public Relations Association. (Elmer Wells). Vandalism and violence: innovative strategies reduce cost of school. Washington. 1971. 56 p.

NEIL, Shirley Boes. "Violence and vandalism: dimensions and correctives". Phi Delta Kappan. Vol. 59, no 5. (January 1978). Pages 302-307.

PIKAS, Anatol. "Treatment of mobbing in school: principles for and the results of the work of an anti-mobbing group". Scandinavian Journal of Educational Research. Vol. 19, no 1, (1975). Pages 1-12.

VAN PATTEN, James J. "Violence and vandalism in our schools". The Educational Forum. Vol. 42, no 1, (november 1977). Pages 57-65.

WYNE, Marvin D. "The national safe school study: overview and implications". Paper presented at the 1979 annual meeting of the American Educational Research Association. San Francisco, Avril 1969. 9 p.

(ANONYME). Violent schools - safe schools: the safe school study report to the congress. Executive summary. Educational equity group. National Institute of Education. Washington, december 1977. 13 p.

PROBLEMATIQUE

BLUMENTHAL, Monica D. "The Belief systems of protesting college students". Journal of youth and adolescence. Vol. 2, no 2. (1973). Pages 103-123.

JOHNSON, David W. "Students against the school establishment arisis intervention in school conflicts and organizational change". Journal of School Psychology. 1971. Vol. 9, no 1. (1971). Pages 84-92.

JOHNSTON, Katleen D. (Scripps College) and Martin L. KROVETZ (claremont men's college California). "Levels of agression in a traditional and a pluralistic school". Educational Research. Vol. 18, no 2. (1976). Pages 146-151.

LAURENDEAU, Marc. Les québécois violents: un ouvrage sur les causes et la rentabilité de la violence d'inspiration politique au Québec. 2e éd., Québec, Edition du Boréal Express, 1974. 240 p.

RUCHKIN, Judith. "Does school crime need the attention of policemen or educators?". Teachers College Record. Vol. 79, no 2, (décembre 1977). Pages 225-243.

STOTT, Laurence. "Values and violence". Educational Theory. Vol. 22, no 4. Pages 403-410.

VIOLENCE A L'ELEMENTAIRE ET AU SECONDAIRE

BURKETT, S. R. and M., WHITE (Washington). "School adjustment, drinking and the impact of alcohol education programs". Urban Education. Vol. II, no. 1. (1976). Pages 79-94.

CARRIER, Micheline. "Des enfants à l'école de la violence". Le Devoir, (jeudi, 18 octobre 1979).

CONSTANTINEAU, Gilles. "Réal Deguire, tuteur extraordinaire: l'école néglige 95% des élèves (et préfère encadrer les 5% de drop-outs, drogués, alcooliques, prostitués et contestataires...). Carrefour/Dimanche-Matin, Montréal, (dimanche 6 mai 1979).

SABATINO, David A., James E., HEALD., Sharon G., ROTHMAN. and Ted L. MILLER. "Destructive norm-violating school behavior among adolescents: a review of protective and preventive efforts". Adolescence. Vol. XIII, no 52, (winter 1978). Pages 675-685.

HARDING, Mark. "Rise of violence puzzles educators". The Montreal Star, (saturday, march 26, 1977).

IANNI, Francis A. J. School violence and the social organization of high schools. Chapter 15 of "theoretical Perspectives on school crime". Vol. 1, (february 1978). 39 p.

LAFORGE, Christiane. "La violence faite aux enfants. Le jeune subit tôt la violence". Le Quotidien, Chicoutimi, (mercredi, 24 octobre 1979).

RUBEL, Robert J. Assumptions Underlying Programs used to prevent or reduce student violence in secondary schools. Chapter 33 of "theoretical Perspectives on school crime". Vol. 1, (february 1978). 28 p.

C.L.S.C. Malauze (Matapédia). Sondage sur la violence. En marge du colloque régional tenu à Cap-noir, les 18 et 19 octobre 1979.

(ANONYME). "Des adolescents vont tourner des films porno aux Etats-Unis". Allo Police, (25 novembre 1979). P. 16.

(ANONYME). "Des étudiantes au secondaire se prostituent pour arrondir les fins de mois". Allo Police, (10 février 1980).

(ANONYME). "La violence se manifeste de plus en plus dans nos écoles". Le Petit Journal, Montréal, (semaine du 16 au 22 avril 1977).

VIOLENCE AU COLLEGIAL ET A L'UNIVERSITE

BARNETT, Nona J. and Hubert S. FIELD. "Sex differences in university student's attitudes toward rape". Journal of college student personnel. Vol. 18, no 2, (1977). Pages 93-96.

FOX, James W. "Crime on campus". Journal of college student personnel. Vol. 18, no 5, (septembre 1977). Pages 345-351.

GROSS, John G., éd. Unreported on-campus criminal victimization among students, staff, and Faculty at the University of Missouri Columbia Campus. Extension Education Department - University of Missouri - Columbia. July 1975. 10 p.

HASKINS, Jack B. and Bruce, CADETTE. Problems, perplexities and satisfactions of students at Ut-Knoxville. 1974. Campus Opinion Survey, Final Report, Tennessee University, Knoxville, College of communications, october 1974. 134 p.

HILL, Frances H. "Attribution of responsibility in a campus stabbing incident". In Social Behavior and Personality, Vol. 3, no 2. (1975). Pages 127-131.

LAMON, Georges. "Enquête auprès de 1,654 cégépiens. Diminution de la drogue mais augmentation de l'alcool". La Presse, Montréal, (vendredi, 20 avril 1979).

VOISARD, Anne-Marie. "Les filles craignent de traverser les campus le soir". Le Soleil, (mercredi, 5 mars 1980).

Mise à jour de la bibliographie

ASSOCIATION FÉDÉRATIVE DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (L'). L'intimidation sexuelle dans l'enseignement. Sondage effectué à l'automne 1980. 18 pages. (document non publié)

RÉSUMÉ: On retrouve dans ce court document, les questions et les résultats d'un sondage effectué en 1980 auprès de 350 étudiantes de l'Université de Sherbrooke et du collège de cette même ville.

BARBAKOW, Dennis R. A study of violence in a southern metropolitan school system. The University of Alabama, Ph. D. 1976. Education, psychology. 328 pages.

RÉSUMÉ: Dans cette thèse, on a voulu décrire la nature et la forme de la violence dans une région scolaire du sud. On a comparé les perceptions des professeurs et des directeurs concernant la violence dans leur école et aussi on a essayé de voir l'interrelation entre certaines variables et leurs perceptions. On a essayé également d'identifier les facteurs susceptibles d'engendrer la violence à l'école.

BIRON, Louise. La délinquance juvénile féminine. Octobre 1974. 44 pages.

RÉSUMÉ: Dans ce travail, l'autrice aborde la question de la délinquance juvénile féminine. Elle apporte des éléments qualitatifs et quantitatifs qu'elle compare avec les données concernant les garçons. Les données recueillies viennent d'études américaines et québécoises. De plus, les causes explicatives des différences existantes entre les garçons et les filles sont regroupées en trois groupes de facteurs: les facteurs biologiques, les facteurs sociologiques et les facteurs caractériels. L'autrice fait ensuite une revue des principales théories reliées à la délinquance féminine.

.../

BIRON, Louise et Gagnon, Rosette. Les filles marginalisées: perspective statistique. Rapport numéro 1 sur la recherche: Des filles en marge, recherche effectuée par le Groupe de recherche en inadaptation juvénile. Montréal, septembre 1979.

RÉSUMÉ:

Comme le disent bien les autrices dans leur introduction, ce présent document se veut avant tout un relevé le plus complet possible de toutes les informations statistiques capables de nous éclairer sur le phénomène de la délinquance des filles au Canada. En plus de vérifier si les garçons sont plus délinquants que les filles, les autrices essayent de caractériser la délinquance des filles. Ces filles subissent-elles des formes de discrimination face à l'appareil judiciaire?

BOWKER, Lee H. Women, crime, and the criminal justice system. Massachusetts, Toronto. Lexington Books, 1978. 286 pages.

RÉSUMÉ:

On retrouve dans ce livre une revue de la littérature sur la criminalité féminine. Ensuite il y a un chapitre sur la consommation de drogues chez les femmes de différents milieux avec des données américaines. Un tableau des différents crimes dont sont victimes les femmes est dressé avec les statistiques pour comparer avec les hommes. Les autres chapitres sont: la prostitution féminine et les gangs, la jeune femme et le système judiciaire, la femme et le système judiciaire, les châtiments réservés aux femmes et une perspective internationale de la criminalité des femmes.

CENTRE DE SEXOLOGIE DE QUÉBEC. Violence et sexualité. Le Viol. Recueil des conférences présentées lors des premiers mardis de la sexologie organisés à Québec par le Centre de sexologie de Québec, entre le 25 janvier et le 27 avril 1979. Publié sous la responsabilité de Jules H. Gourgues et Michèle Guay. Les presses du ministère des communications du Québec, avril 1981. 204 pages.

RÉSUMÉ:

On retrouve dans ce livre les textes des différentes conférences présentées aux mardis de la sexologie. Les conférences sont regroupées sous cinq

.../

grands thèmes:

- . La femme et le viol: état de la problématique.
- . Le viol: intervention d'aide et ressources existantes aux niveaux policier et juridique.
- . Le viol: intervention médicale et psycho-sexologique/ ressources.
- . Prévention du viol: les structures, les mentalités à changer...
- . Sensibilisation et prise en charge par le milieu sur la question du viol dans la région de Québec.

En fin de livre, on trouve en annexe les références bibliographiques.

COMITÉ D'ETUDE SUR LA CONDITION FÉMININE À L'UNIVERSITÉ LAVAL:
l'Université Laval au féminin. 1980. 297 pages.

RÉSUMÉ:

Dans ce rapport, on trouve un compte rendu complet de la situation des femmes à l'Université Laval, que ce soit la situation au niveau du travail, des études, des conditions de vie, des services, etc. Dans notre cas, c'est le chapitre sur l'aménagement des lieux de travail et de vie qui nous intéresse. Dans ce chapitre, on aborde la question de la violence et de la sécurité et plus particulièrement les questions touchant l'intimidation et les agressions sexuelles sur le campus et dans les résidences. Sur ce dernier point, on a quelques données statistiques provenant de deux enquêtes faites sur le campus.

COMITÉ DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE. Rapport annuel 1979-1980.
179 pages. Gouvernement du Québec. Ministère de la Justice.

RÉSUMÉ:

Table des matières

- . Présentation du comité de la protection de la jeunesse
 - mandat et organisation
 - directions et services
 - recommandations et orientations
- . Les activités
 - membres
 - surveillance
 - promotion
 - recherche
- . Observation sur l'application de la loi sur la protection de la Jeunesse
 - Bienfaits de la loi
 - Difficultés d'application
- . Principales recommandations

.../

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE DU QUÉBEC. Le harcèlement fondé sur le sexe (ou «Harcèlement sexuel») et La Charte des droits et libertés de la personne. Montréal, mai 1981. 16 pages.

RÉSUMÉ:

Dans ce texte officiel de la Commission des droits de la personne du Québec, on définit très bien le harcèlement fondé sur le sexe. On constate que ce sont les travailleuses occupant des emplois de service qui sont les plus susceptibles de subir des avances physiques et verbales. Dans le document on retrouve différents exemples de jurisprudence. Cependant, les auteurs du texte signalent que toute la jurisprudence traite du problème uniquement en termes d'emploi, par contre cela n'exclut pas qu'on s'attarde spécifiquement aux droits reliés au travail.

DE MASSY, Philippe et Leduc, Constance. Commission des droits de la personne du Québec. Jeunes oui, mais avec des droits. Guide d'application en milieu scolaire de la Charte des droits et libertés de la personne (version préliminaire). Février 1981. 40 pages.

RÉSUMÉ:

Ce document est un guide d'application en milieu scolaire de la Charte des droits et libertés de la personne. On retrouve à l'intérieur de ce guide les droits à l'intégrité physique, la liberté de religion, au respect de la vie, etc. On retrouve également les différentes formes de discrimination dont peut être victime un étudiant et aussi les différents recours possibles en cas de non respect de ces droits et liberté.

DIRECTION GÉNÉRALE DES RÉSEAUX. La protection de la jeunesse et le milieu scolaire. Document de travail accepté par la mission québécoise sur la protection de la jeunesse. Québec, décembre 1978. 20 pages.

RÉSUMÉ:

Ce document traite de la loi de la protection de la jeunesse et du milieu scolaire; c'est-à-dire plus particulièrement de l'article 38. Ce document précise comment la nouvelle loi s'applique aux mineurs et surtout en ce qui concerne les cas de fréquentation scolaire et les troubles de comportement. De plus, dans ce document on explique très clairement quelles sont les responsabilités des étudiants, des parents et des commissions scolaires vis-à-vis le problème de l'absentéisme.

GRUPE DE TRAVAIL SUR LA PROSTITUTION DES MINEURS (LE).
Rapport sur la prostitution des mineures.
Montréal. Avril 1980. 13 pages.

RÉSUMÉ: Dans ce rapport on essaie d'illustrer comment se manifeste la prostitution chez les adolescents, où elle se fait et pourquoi. Parmi ces renseignements, on essaie également de tracer un portrait le plus juste de la prostitution des filles et de la prostitution des garçons. En plus de la description de ce phénomène, on apporte des explications à caractère psycho-sexuel. De plus, on donne les informations nécessaires sur les législateurs sur la prostitution et leur difficulté d'application.

HARRIS, John Jerome. School violence and its prevention: as viewed by school community. Clairemont Graduate School, Ph. D., 1973, Education, Administration. 60 pages.

RÉSUMÉ: Cette thèse traite de la violence à l'école et de sa prévention. L'information réunie dans ce travail représente les opinions de plus de 340 étudiants, 340 parents, 340 professeurs et de 121 administrateurs de 35 écoles secondaires. En rassemblant ses données, l'auteur a pris en considération quelques facteurs pouvant influencer les réponses tels la grosseur de l'école, la location géographique (rural-urbain), le groupe ethnique, etc.

MICHAUD, Yves. Violence et Politique, Paris, Editions Gallimard, 1978. 231 pages.

RÉSUMÉ: Ce livre est un essai théorique sur l'utilisation que l'on fait du mot violence. Par son ouvrage, l'auteur veut démontrer comment la violence est d'un côté tout à fait réelle et d'un autre, elle est seulement un type de représentation du champ social. En fait, la violence flotte selon ce que l'on perçoit, veut percevoir ou peut percevoir comme telle.

.../

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. Direction générale des réseaux.
À l'intention des directions d'écoles primaires
et secondaires, les services plus à l'élève.
Guide d'application. Service général des communi-
cations du ministère de l'Éducation. Québec.
1980, 10 pages. (brochure)

RÉSUMÉ: On retrouve à l'intérieur de ces brochures, les
clauses définissant les fonctions d'encadrement,
de récupération, de surveillance et d'animation
d'activités étudiantes ainsi que leurs modalités
d'application, telles que définies dans la loi de
l'instruction publique et dans la convention col-
lective.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE. Rapport. Colloques régionaux sur
la violence envers les femmes et les enfants et
dans la pornographie. Direction des communi-
cations. 1982. 83 pages.

RÉSUMÉ: Ce document est le rapport des colloques régio-
naux sur la violence qui se sont tenus de septem-
bre 1979 à janvier 1980. Dans ce rapport, on
retrouve un compte rendu complet de l'organisation
des colloques, c'est-à-dire le choix des thèmes,
le calendrier, le déroulement et le budget. On
retrouve également une synthèse des discussions
sur les thèmes et des recommandations liées à ces
derniers. De plus, la liste des actions et suites
à donner est faite.

SANDLER, Bernice R. and Associates. «Sexual harassment: a
hidden problem» in Educational Record. Winter
1981, pp. 52 à 57.

RÉSUMÉ: Dans cet article, on traite plus particulièrement
du harcèlement sexuel en milieu universitaire. Le
harcèlement sexuel dans ce milieu et ailleurs peut
affecter et influencer la carrière, la position
professionnelle et le diplôme de la victime. La
gravité de ce problème vient du fait que l'homme
qui harcèle est en position d'autorité et à ce mo-
ment, la femme prend de très grands risques en
s'objectant ou en résistant à cette forme de vio-
lence. Dans le contexte actuel, les personnes vic-
times de harcèlement sont réduites au silence.

.../

SHARKN, Farida. «Harcèlement sexuel. Comment lutter contre cette maladie sociale» dans l'Evénement. vol. 3, no 4, été 1980, pp. 98-101.

RÉSUMÉ: Cet article traite plus particulièrement du harcèlement sexuel au travail. On retrouve une définition très complète de cette forme de discrimination. On aborde également la question des effets, c'est-à-dire les représailles au travail et les conséquences sur la santé. En plus de faire la description du harceleur, on retrouve aussi un programme d'action pour agir de façon individuelle ou collective.

SMART, Carol. Women, crime and criminology. A feminist critique. London, Henly and Boston, Routledge & Kegan Paul, 1977. 208 pages.

RÉSUMÉ: Dans ce livre, on retrouve une revue de la littérature sur la criminalité féminine. L'autrice dans un premier temps fait une critique des études classiques sur le sujet. Les premières études expliquent la spécificité de la criminalité des femmes par le biologique et le physiologique. Par contre, les études contemporaines expliquent cette spécificité par les rôles sexuels et la socialisation. On retrouve également une revue de la littérature sur la prostitution et le viol avec élucidation des différents mythes sur le sujet. De plus, l'autrice essaie de tracer un tableau le plus juste possible du traitement que subit la femme criminelle que ce soit en prison, devant le juge, en procès, etc. En fait, on décrit très bien le sort réservé à la femme criminelle.

TILL, Frank J. Sexual Harassment. A report on the sexual harassment of students. U.S.A. The national advisory council on women's educational programs, August 1980.

RÉSUMÉ: Dans ce document, on retrouve le compte rendu d'une recherche qui avait pour but de dégager les différentes avenues de recherches possibles et les actions à entreprendre sur le harcèlement sexuel. Cette recherche voulait également aller chercher

.../

des données quantitatives du phénomène. On a identifié 5 types d'activités décrivant le harcèlement sexuel. Ces types vont de la simple remarque sexiste jusqu'au viol. Les conclusions de cette recherche: c'est que le harcèlement sexuel est un gros problème au niveau postsecondaire mais dont les dimensions étaient encore incertaines.

«Enfants et VIOLENCES. Les 10-13 ans, âge invisible...» dans Autrement, No. 22 novembre 1979. 224 pages.

RÉSUMÉ:

Dans ce numéro spécial sur les enfants et la violence a été regroupée une série d'articles très courts, écrits par des éducateurs, des professionnels travaillant avec des jeunes et aussi par des gens intéressés par le phénomène de la violence en général. On ne retrouve pas de données statistiques sur ce problème mais des commentaires et des témoignages décrivant assez bien le vécu des jeunes en relation avec ce phénomène.